

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2548

18 septembre 2015

SOMMAIRE

04 Igor.Nance S.à r.l.	122295	CPB Prop Co. B S.à r.l.	122259
ACMO S.à r.l.	122289	CPB Prop Co. C S.à r.l.	122261
Asset Backed-D S.A.	122293	CP Investment S.A.	122263
Betsah Invest S.A.	122303	CP Woburn Holdco S.à r.l.	122263
Betsah Invest S.A.	122303	Createam	122304
BUDO S.A.	122300	Cre Loans 2 General Partner S.à r.l.	122262
Capula ESS Lux 1 S.à r.l.	122298	Cross Ocean EUR ESS I Lux 1 S.à r.l.	122298
Carmel Capital Sàrl	122304	CVF Lux Finance S.à r.l.	122262
Centaurus S.à r.l.	122258	CVF Lux Master S.à r.l.	122260
Central-Parts S.A.	122258	D.P. S.à r.l.	122304
CEOP S.à r.l.	122258	Edeno S.A.	122263
Chanpia Lux SA	122259	Egon Finance S.A.	122263
Chocosyl S.à r.l.	122258	Egon Finance S.A.	122264
Class Immo S.A.	122259	Elix Holdings Management S.à r.l.	122262
C.M. Invest S.A.	122304	Elyot S.à r.l.	122262
CODESCA S.A., société de gestion de patri- moine familial	122258	Energie Investissements Holding S.A.	122261
Conseils Comptabilité Fiscalité S.A.	122303	Entreprise de Toiture Goncalves s.à r.l.	122264
Constellation III German Asset Light S.C.A., SICAV-FIS	122259	Erre Nove S.A.	122263
Constellation Investments S.A.	122259	European Directories GP	122260
Constructions Métalliques Arendt SA	122260	Exess S.A.	122264
CONSULT pro S.à r.l.	122304	Financière Berlaimont S.à r.l.	122264
COREplus II Diversified Feeder, SICAR S.C.A.	122260	Five Arrows Secondary Opportunities III So- parfi SCA	122295
CPB 2 Prop Co. A S.à r.l.	122262	François P Investissement S.à r.l.	122265
CPB 2 Prop Co. B S.à r.l.	122261	Intec S.A.	122275
CPB 2 Prop Co. C S.à r.l.	122261	Logistis Luxembourg Feeder S.A.	122286
CPB Prop Co. A S.à r.l.	122261	Microfinance Enhancement Facility SA, SI- CAV-SIF	122266
		Titrisation Helvético-Luxembourgeoise SA ..	122265

Centauros S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3569 Dudelange, 96, rue Tattenberg.
R.C.S. Luxembourg B 185.859.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015129131/9.

(150138943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Central-Parts S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8826 Perlé, 51, rue de Holtz.
R.C.S. Luxembourg B 101.770.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015129132/9.

(150139251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

CEOP S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 128.122.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Pour: CEOP S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015129133/14.

(150140017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

CODESCA S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 11.545.

En date du 8 juillet 2015, la société a pris acte de la démission de Monsieur Patrick Houbert de son poste d'administrateur et nomination avec effet immédiat à ce même poste d'administrateur Monsieur Xavier Guyard demeurant professionnellement au 25B Boulevard Royal, L-2449, Luxembourg.

Le mandat susvisé prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2018.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015129145/12.

(150139024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Chocosyl S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4011 Esch-sur-Alzette, 103, rue de l'Alzette.
R.C.S. Luxembourg B 174.900.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 29/07/2015.

Signature.

Référence de publication: 2015129140/10.

(150138875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Chanpia Lux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9647 Doncols, 14, Chemin des Douaniers.

R.C.S. Luxembourg B 97.231.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015129139/10.

(150139962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Class Immo S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18-20, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 130.390.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015129144/14.

(150139656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Constellation III German Asset Light S.C.A., SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 164.022.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015129152/10.

(150139906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Constellation Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 127.129.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2015129153/11.

(150140052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

CPB Prop Co. B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 158.458.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015129165/9.

(150139059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Constructions Métalliques Arendt SA, Société Anonyme.

Siège social: L-7737 Colmar-Berg, Zone Industrielle Piret.

R.C.S. Luxembourg B 37.987.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège de la société, extraordinairement en date du 21 juillet 2015 à 11.00 heures

L'assemblée générale constate le changement d'adresse du Directeur Général et Administrateur Monsieur Charel ARENDT, en L - 9956 Hachiville, Maison 38.

Pour extrait sincère et conforme

Un administrateur

Référence de publication: 2015129155/13.

(150139167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

COREplus II Diversified Feeder, SICAR S.C.A., Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 130.601.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015129157/10.

(150138850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

European Directories GP, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 181.385.

—
Suite aux résolutions de l'associé unique de la Société en date du 29 juillet 2015 les décisions suivantes ont été prises:

- Démission du gérant A suivant à compter du 29 juillet 2015:

Madame Ruth E.H. Linz, avec adresse professionnelle au 78, Gleuburgstrasse, D-60318 Frankfurt, Allemagne.

- Nomination du gérant A suivant à compter du 29 juillet 2015 pour une durée indéterminée:

Monsieur Thomas Sonnenberg, né le 17 juillet 1961 à Cologne, Allemagne, avec adresse professionnelle au 2C, Rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil de gérance de la Société est comme suit:

- Monsieur Thomas Sonnenberg, gérant A;

- Monsieur Fabrice S. Rota, gérant B;

- Monsieur Sébastien Rimlinger, gérant B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

European Directories GP

Sébastien Rimlinger

Gérant B

Référence de publication: 2015129201/22.

(150140272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

CVF Lux Master S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 151.957.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015129174/9.

(150139259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

CPB Prop Co. A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 158.457.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015129164/9.
(150139060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

CPB Prop Co. C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 158.533.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015129166/9.
(150139058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

CPB 2 Prop Co. C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 167.129.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015129167/9.
(150139061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

CPB 2 Prop Co. B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 167.130.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015129169/9.
(150139062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Energie Investissements Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 74.919.

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRE EN FONCTION:

Président et Administrateur:

M. Hubert FABRI, Administrateur de sociétés, 5 Chemin de Bellevue, CH-1659 Rougemont.

Administrateurs:

M. Philippe de TRAU, Administrateur de sociétés, Route du Bélier 29, CH-1663 Moléson-Village.

M. Daniel HAAS, Directeur comptable, Val Ste Croix 84, L-1370 Luxembourg-Belair.

M. François FABRI, Administrateur de sociétés, 29 rue de l'Hôpital, CH-1700 Fribourg.

M. Philippe FABRI, Administrateur de sociétés, 33 Queen's Gate Place Mews, GB-SW7 5BQ London.

Commissaire:

Mme Carine RAVERT, 19 rue Nouvelle, B-6700 Arlon.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Référence de publication: 2015129217/18.

(150139768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

CPB 2 Prop Co. A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 167.131.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015129168/9.
(150139063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Cre Loans 2 General Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 189.218.

Le bilan abrégé de la Société au 31 Décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 Juillet 2015.
Pour CRE Loans 2 General Partner S.à r.l.
The Bank of New York Mellon (Luxembourg) S.A.
Référence de publication: 2015129170/12.
(150139853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

CVF Lux Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 151.959.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015129173/9.
(150140119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Elix Holdings Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 164.353.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 juillet 2015.
Référence de publication: 2015129191/10.
(150139404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Elyot S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6131 Junglinster, Zone Artisanale et Commerciale Laangwiss.
R.C.S. Luxembourg B 55.593.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 juillet 2015.
Pour ordre
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.
Boîte Postale 1307
L - 1013 Luxembourg
Référence de publication: 2015129216/14.
(150139470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

CP Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 140.537.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2015129162/11.

(150140050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

CP Woburn Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 162.629.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015129163/9.

(150139783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Edeno S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 108.816.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

44, avenue J-F Kennedy

L-1855 Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2015129211/13.

(150139275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Egon Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 55.468.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EGON FINANCE S. A.

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015129212/11.

(150138914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Erre Nove S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 31, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 55.550.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Référence de publication: 2015129221/10.

(150139288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Entreprise de Toiture Goncalves s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9116 Schieren, 10, rue de l'Alzette.
R.C.S. Luxembourg B 102.447.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015129218/10.

(150139172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Egon Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 55.468.

Extract of resolutions taken at the Annual General Meeting held exceptionally on June 30, 2015

1. The mandate of the Company RSM Audit Luxembourg S. à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, with registered office at 6, rue Adolphe L-1116 Luxembourg as Independent Auditor is renewed for a term of one year, until the Annual General Meeting of the year 2016.

Certified true

Suit la traduction française

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement le 30 juin 2015

1. Le mandat de Réviseur d'Entreprises Agrée de la société RSM Audit Luxembourg S. à r. l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est 6, rue Adolphe L-1116 Luxembourg est renouvelé pour une période de 1 an, jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2016.

Certifié exact et sincère

EGON FINANCE S. A.

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015129213/20.

(150138927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Exess S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9573 Wiltz, 38, rue Michel Thilges.
R.C.S. Luxembourg B 96.840.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015129233/10.

(150139175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Financière Berlaimont S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 41, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 169.607.

Le bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postal 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015129244/14.

(150139292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

François P Investissement S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henry Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 123.332.

L'an deux mille quinze,

le vingt juillet.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Monsieur François PROFETA, dirigeant de sociétés, demeurant à F- 57130 Vaux, 2, rue du Champé.

Lequel comparant a exposé au notaire instrumentant ce qui suit:

Qu'il est l'associé unique de la société à responsabilité limitée FRANCOIS P INVESTISSEMENT S à r.l., avec siège social à L-3501 Dudelange, 35, rue Aloyse Kayser, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 123.332 (NIN 2006 2455 153)

Que ladite société a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 28 décembre 2006, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 330 du 8 mars 2007.

Que le capital social de la société s'élève à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (EUR 125.-) chacune.

Ensuite le comparant a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Première résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de la société de Dudelange à Luxembourg et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5. (alinéa 1^{er})**. Le siège social est établi à Luxembourg."

Deuxième résolution

L'associé unique, représentée comme dit ci-avant, décide de fixer la nouvelle adresse de la société à L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri Schnadt.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant d'après ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. PROFETA, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 22 juillet 2015. Relation: GAC/2015/6331. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 28 juillet 2015.

Référence de publication: 2015129286/37.

(150139151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Titrisation Helvético-Luxembourgeoise SA, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 150.827.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire le 13 juillet 2015

Les mandats de l'Administrateur et du Réviseur d'entreprises sont venus à échéance.

La société BPH FINANCE S.A., est réélu Administrateur pour une nouvelle période de 6 ans.

La société ALTER AUDIT SARL, est réélu Réviseur d'entreprises agréé pour une nouvelle période de 6 ans.

BPH FINANCE SA

Représentée par Michel DI BENEDETTO

Représentant permanent / Administrateur unique

Référence de publication: 2015130031/14.

(150139208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Microfinance Enhancement Facility SA, SICAV-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 144.746.

In the year two thousand fifteen, on the sixth day of the month of July;

Before us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Was held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the corporation established in Luxembourg under the denomination of Microfinance Enhancement Facility SA, SICAV-SIF, a "société anonyme", having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, incorporated by deed of Me Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, enacted on February 5, 2009, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations", number 391 of February 23, 2009, registered with the Luxembourg Trade and Companies Registry under the number B 144746 (the "Fund"),

and whose articles of association have been amended several times and for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on 18 July 2014, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations", number 2906, page 139485, of 13 October 2014.

The Meeting is presided by Mr. Georges BECKENE, Vice President, CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., residing professionally in Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The chairman appoints as secretary Mrs. Jacqueline SIEBENALLER, Director, CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., residing professionally in Luxembourg, 5, rue Jean Monnet and the Meeting elects as scrutineer Mrs. Marie-Paule SCHULLER, Assistant Vice President, CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., residing professionally in Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The chairman requests the notary to act that:

I. The agenda of the Meeting is the following:

1. Modification of Title II "Share Capital - Shares - Net Asset Value"

- Amendment of Art. 6 "Share Capital - Classes of Shares and Debt Instruments" in order to add the Targeted-C Shares as a new Class of Shares.

- Amendment of Art. 8 "Issue of Shares" in order to indicate the Fund offers Targeted-C Shares for subscription within a tranche after the initial subscription period for such tranche, the price per share at which such shares are offered shall be issued on such Valuation Date and subscribed based on their applicable net asset value.

- Amendment of Art. 9 "Redemption of Shares" in order to mention that the payment of any accrued and unpaid target dividends and accrued and unpaid complementary dividends to the Shareholder redeeming its Shares will be made pursuant to the Issue Document, i.e. upon decision of the Shareholders at the annual general meeting of Shareholders, approving the annual accounts for the financial year in which the early/compulsory redemption was made.

- Amendment of Art.10 "Conversion of Shares" in order to reflect that that any shareholder is entitled to require the conversion of whole or part of its shares of one class into shares of another class, subject to the terms and conditions of such conversion described in the relevant subscription form or commitment agreement applicable to the relevant shares and subject to the approval of the board of directors.

- Amendment of Art.11 "Restrictions on Ownership of Shares" in order to reflect an explicit reference to decisions adopted in the framework of the Common Foreign and Security Policy of the European Union regulation.

- Amendment of Art.13 "Calculation of the Net Asset Value per Share" in order to reflect the methodology related to the calculation of the net asset value of the Targeted-C Shares.

2. Modification of Title IV "General Meetings - Accounting Year -Distributions"

- Amendment of Art. 27 "Payment Waterfall" in section "Income Waterfall" in order to provide the following clarifications about allocation of the target return, does and use of available cash.

II. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list. This attendance list, signed ne varietur by the proxyholders of the represented shareholders, by the bureau of the Meeting and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. The present Meeting was convened by notices containing the agenda sent by registered mail on 22 May 2015 to the registered shareholders.

IV. The resolutions on the agenda require a quorum of 70% of the share capital of the Fund and may only be validly take if approved by at least 3/4 of the votes cast.

V. It appears from the attendance list that, out of the 5'288.123 shares in issue as at 6 July 2015, 4'891.340 shares are present or represented and that they represent 92.4% of the share capital of the Fund.

VI. As a result of the foregoing, the present Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the items of the agenda.

After approval of the statements of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the Meeting passed, after deliberation, the following resolutions:

First resolution

The Meeting approved the amendment of Title II “Share Capital - Shares - Net Asset Value” in order to henceforth read as follows:

“Title II. Share Capital - Shares - Net Asset Value

Art. 6. Share Capital - Classes of Shares and Debt Instruments. The capital of the Fund shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund pursuant to Article 13 hereof. The minimum capital shall be as provided by law i.e. one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000).

The shares to be issued pursuant to Article 8 hereof may, as the board of directors shall determine, be of different classes.

The initial capital was two hundred thousand US dollars (USD 200,000) divided into two (2) B Shares, of no par value.

The share capital of the Fund may be represented by four different classes of shares, subject to the conditions described in section “Shares” of the issue document of the Fund as amended from time to time (the «Issue Document»):

Targeted-C Shares (the “Targeted-C Shares”) may be issued in successive Tranches, each with an unlimited duration. The Targeted-C Shareholders would suffer or benefit from (i) the net losses due to any deterioration in credit quality or to any defaults with respect to the investments made by the Fund with subscription proceeds from a specific tranche of Targeted-C Shares comprising investments in Kenya, Kirghizstan and Bolivia as well as any additional country duly approved by the board of directors, which comply with the investment policy of the Fund (“Target Countries”) and/or in subordinated debt instruments to microfinance institutions in any country approved by the board of directors, as determined in the related subscription form(s) and/or commitment agreement(s), which comply with the investment policy of the Fund (“Target Investments”) and (ii) the net losses and/or the net gains in the case of unrealised/realised foreign exchange losses or gains with respect to the Target Investments of the Fund.

The Targeted-C Shareholders shall therefore not bear any such losses nor benefit from such gains with respect to all investments made by the Fund other than the Target Investments (the “Global Investments”);

Specific Tranches of Targeted-C Shares may benefit from net gains related to a write back of provisions previously borne by them.

- First Loss C Shares (the “C Shares”), subordinated to the B Shares, A Shares, and to the Debt Instruments (as defined below), may be issued in successive tranches, each with an unlimited duration. The C Shareholders would suffer or benefit from (i) the first net losses due to any deterioration in credit quality or to any defaults with respect to the Global Investments of the Fund and (ii) the first net losses and/or the net gains in the case of unrealised/realised foreign exchange losses or gains with respect to the Global investments of the Fund.

Specific tranches of C Shares may benefit from net gains related to a write back of provisions previously borne by them.

- Mezzanine B Shares (the “B Shares”), subordinated to the A Shares, the Debt Instruments (as defined below), may be issued in successive tranches, each with a limited duration. The B Shareholders would only suffer a net loss due to any unrealised/realised foreign exchange loss, to any deterioration in credit quality or to any defaults with respect to the Global Investments of the Fund to the extent that the net asset value of all C Shares would have been reduced to zero.

Specific tranches of B Shares may benefit from net gains related to a write back of provisions previously borne by them.

- Senior A Shares (the “A Shares”), subordinated to the Debt Instruments (as defined below), may be issued in successive tranches, each with a limited duration. The A Shareholders would only suffer a net loss due to any unrealised/realised foreign exchange loss, to any deterioration in credit quality or to any defaults with respect to the Global Investments of the Fund if the net asset value of all C Shares and all B Shares have been reduced to zero.

Specific tranches of A Shares may benefit from net gains related to a write back of provisions previously borne by them.

The Fund may issue notes or may enter into loan agreements:

- Notes (the “Notes”) may be issued in successive tranches, with different duration and different terms and conditions as more fully described in the Issue Document.

- Investor loans (the “Investor Loans”) may also be made available to the Fund by investor lenders pursuant to investor loan agreements, as more fully described in the Issue Document;

- Liquidity loans (the “Liquidity Loans”) may also be made available to the Fund by third party lenders via certain revolving credit facilities, as more fully described in the Issue Document;

Notes and Investor Loans are referred together to “Debt Instruments”.

The board of directors may create additional classes of shares or notes.

The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in securities of any kind and other assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the board of directors subject to the investment restrictions provided by law or determined by the board of directors.

The board of directors may, at any time, establish different pools of assets.

For the purpose of determining the capital of the Fund, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.

Art. 7. Form of Shares.

(1) Shares shall only be issued in registered form and are exclusively restricted to institutional, professional and/or well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Law. The Fund will not issue, or give effect to any transfer of securities to any investor who does not comply with this provision.

All issued registered shares of the Fund shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Fund or by one person designated thereto by the Fund, and such register shall contain the name of each owner of record of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number of registered shares held by the owner of record and the amount paid up on each fractional share.

The inscription of the shareholder's name in the register of shares evidences the shareholder's right of ownership on such registered shares. The shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

(2) Transfer of registered shares shall be effected (i) by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore and, (ii) upon delivery to the Fund of the transfer form duly fulfilled and signed by the transferee and the transferor and (iii) acceptance of the new investor by the board of directors and the administrative agent unless otherwise provided for in the Issue Document. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Fund or by one or more other persons duly authorized thereto by the board of directors.

(3) Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or at such other address as may be so entered into by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such shareholder. A shareholder may, at any time, change the address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the Fund from time to time.

(4) The Fund recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Fund. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such share(s). Moreover, in the case of joint shareholders, the Fund reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Fund may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

(5) The Fund may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote, except to the extent their number is so that they represent a whole share, but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis.

Art. 8. Issue of Shares. The board of directors is authorized without limitation to issue in several tranches, an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares; the board of directors may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Issue Document of the Fund.

Whenever the Fund offers A Shares for subscription within a tranche after the initial subscription period for such tranche, the price per share at which such shares are offered shall be based on the initial offering price of the relevant class(es) and tranche(es) unless the net asset value of all B Shares and C Shares of the relevant tranche as determined in compliance with Article 13 hereof as of such Valuation Date (as defined hereinafter), is nil in which case such A Shares are issued on such Valuation Date and subscribed based on their applicable net asset value.

Whenever the Fund offers B Shares for subscription within a tranche after the initial subscription period for such tranche, the price per share at which such shares are offered shall be based on the initial offering price of the relevant class(es) and/or tranche(s) unless the net asset value of all C Shares as determined in compliance with Article 13 hereof as of such Valuation Date (as defined hereafter) is nil, in which case such B Shares are issued on such Valuation Date and subscribed based on their applicable net asset value.

Whenever the Fund offers Targeted-C Shares and C Shares for subscription within a tranche after the initial subscription period for such tranche, the price per share at which such shares are offered shall be issued on such Valuation Date and subscribed based on their applicable net asset value as determined in compliance with Article 13 hereof as of such Valuation Date (as defined hereafter).

Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Fund when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the board of directors. The price so determined shall be payable within a period as determined from time to time by the board of directors and

disclosed in the Issue Document of the Fund. The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

Art. 9. Redemption of Shares. The Fund is a closed-ended undertaking for collective investment. Consequently, shares in the Fund shall not be redeemable at the request of a shareholder.

A Shares and B Shares will be redeemed at the maturity of the relevant tranches.

The shares may be redeemed compulsorily if a shareholder is found to be a Prohibited Person as defined in Article 11 hereof.

In addition, the Fund may early or compulsorily redeem its shares whenever the board of directors considers this to be in the best interest of the Fund, subject to the terms and conditions it shall determine and within the limitations set forth by law and these Articles and the Issue Document.

The redemption price shall be the net asset value per share of the relevant tranche determined in accordance with the provisions of Article 13 less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the Issue Document for the shares plus any accrued and unpaid target dividends and complementary dividends as further clarified in the Issue Document. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the board of directors which shall not exceed thirty business days from the relevant Valuation Date, provided that the transfer documents have been received by the Fund, subject to the provision of Article 14 hereof. However, if no cash is available within thirty (30) Business Days, such payment shall be made to such shareholder as a priority as soon as there is sufficient cash available and in the order and priority of the “Cash Waterfall” set below under Article 27 (Payment Waterfall). No interest will be paid on the amounts due.

All redeemed shares may be cancelled.

The Fund shall have the right, if the board of directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder who agrees, in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such class or classes of shares equal in value (calculated in the manner described in Article 13) as of the redemption day, on which the redemption price is calculated, to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares of the relevant class or classes of shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Fund. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

Art. 10. Conversion of Shares. Unless otherwise determined by the board of directors for certain classes of shares, any shareholder is entitled to require the conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class, subject to the terms and conditions of such conversion described in the relevant subscription form or commitment agreement applicable to the relevant shares and subject to the approval of the board of directors.

The price for the conversion of shares from one class into another class shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes of shares, calculated on the same Valuation Date.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Fund may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

The shares which have been converted into shares of another class may be cancelled.

Art. 11. Restrictions on Ownership of Shares. The Fund may restrict or prevent the ownership of shares in the Fund by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Fund such holding may be detrimental to the Fund, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Fund may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the board of directors being herein referred to as «Prohibited Persons»).

For such purposes the Fund may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

B.- at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

C.- decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Fund; and

D.- where it appears to the Fund that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Fund evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Fund may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Fund shall serve a second notice (the «purchase notice») upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Fund.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice; his name shall be removed from the register of shareholders.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the «purchase price») shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant class as at the Valuation Date specified by the board of directors for the redemption of shares in the Fund preceding the date of the purchase notice as determined in accordance with Article 9 hereof, less any service charge provided therein.

(3) The redemption price will be equal to the net asset value of the shares to be so redeemed as of the redemption date (as specified in the purchase notice). Payment of the redemption price will be made by the Fund or its agents no later than 30 business days after the redemption date depending on the available cash in the Fund. If no cash is available within thirty days, such payment shall be made to such shareholder as a priority as soon as there is sufficient cash available. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Fund or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank. Any redemption proceeds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant class or classes of shares. The board of directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Fund.

(4) The exercise by the Fund of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Fund at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Fund in good faith.

«Prohibited Person» as used herein does neither include any subscriber to shares of the Fund issued in connection with the incorporation of the Fund while such subscriber holds such shares nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Fund.

«Prohibited Person» include any investor who is not an eligible investor within the meaning of article 2 of the 2007 Law.

An eligible investor within the meaning of Article 2 of the 2007 Law is defined as any institutional investor, professional investor as well as any other investor who fulfills the following conditions:

- a) he has confirmed in writing that he adheres to the status of well-informed investor, and
- b) (i) he invests a minimum of 125,000 Euros in the Fund, or

(ii) he has been the subject of an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in the Fund.

Prohibited Person also includes prohibited parties, which are any of the persons or entities named on (i) the lists of sanctioned persons promulgated by the European Union issued by the European Union pursuant to Article 215 of the Treaty on functioning of the European Union, as available in the official EU websites (see http://eeas.europa.eu/cfsp/sanctions/consol-list_en.htm and http://eeas.europa.eu/cfsp/sanctions/docs/measures_en.pdf, as amended and supplemented from time to time or on any successor page;) or named in decisions adopted in the framework of the Common Foreign and Security Policy of the European Union (ii) the lists of sanctioned persons promulgated by the United Nations Security Council or its committees pursuant to resolutions issued under Chapter VII of the United Nations Charter as well as in connection with money laundering or anti-terrorism matters (as currently set forth at www.un.org/terrorism and <http://www.un.org/Docs/sc/committees/INTRO.htm>, as amended and supplemented from time to time or on any successor page) and/or (iii) the World Bank Listing of Ineligible Firms (see www.worldbank.org/debarr).

The conditions set forth above are not applicable to the directors and other persons who intervene in the management of the Fund.

U.S. Persons as defined in this Article may constitute a specific category of Prohibited Persons.

Where it appears to the Fund that any Prohibited Person is a U.S. Person, who either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, the Fund may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any shareholder all shares held by such shareholder without delay. In such event, Clause D (1) here above shall not apply.

Whenever used in these Articles, the terms «U.S. Person» mean with respect to individuals, any U.S. citizen (and certain former U.S. citizens as set out in relevant U.S. Income Tax laws) or «resident alien» within the meaning of U.S. income tax laws and in effect from time to time.

With respect to persons other than individuals, the term «U.S. Person» means (i) a corporation or partnership or other entity created or organised in the United States or under the laws of the United States or any state thereof; (ii) a trust where

(a) a U.S. court is able to exercise primary jurisdiction over the trust and (b) one or more U.S. fiduciaries have the authority to control all substantial decisions of the trust and (iii) an estate (a) which is subject to U.S. tax on this worldwide income from all sources; or (b) for which any U.S. Person acting as executor or administrator has sole investment discretion with respect to the assets of the estate and which is not governed by foreign law. The term «U.S. person» also means any entity organised principally for passive investment such as a commodity pool, investment company or other similar entity (other than a pension plan for the employees, officers or principals of any entity organised and with its principal place of business outside the United States) which has as a principal purpose the facilitating of investment by a United States person in a commodity pool with respect to which the operator is exempt from certain requirements of part 4 of the United States Commodity Futures Trading Commission by virtue of its participants being non United States persons. «United States» means the United States of America (including the States and the District of Columbia), its territories, its possessions and any other areas subject to its jurisdiction.

Art. 12. Pooling of Assets. For the purpose of efficient management of the Fund, the Fund may opt to manage all or part of its assets collectively by the Investment Managers under the control of the Investment Committee. Assets so managed by the Investment Managers shall be referred to hereinafter as a "Pool", irrespective of the fact that such Pools are created solely for internal management purposes. Pools do not constitute a legal entity separate from the Fund, nor are they directly accessible to investors.

Art. 13. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value per share of each class and each tranche shall be calculated in the base currency (as defined in the Issue Document) of the relevant class and is then converted as appropriate in the denomination currency of the Fund at last available rates. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the board of directors.

The valuation of private equity investments (such as equity, subordinated debt) will be based on the guidelines promulgated by the IPEV Board founded by the AFIC, BVCA and EVCA in 2005 or any subsequent update of such guidelines, and is conducted with prudence and in good faith.

The net asset value shall be determined as of any Valuation Date, by dividing the net assets of the Fund attributable to each class of shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class, on any such Valuation Date, by the number of shares in the relevant class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine. If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class of shares are dealt in or quoted, the Fund may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation, in which case all relevant subscription and redemption requests will be dealt with on the basis of that second valuation.

The calculation of the net asset value of the different classes of shares shall be made in the following manner:

I. The assets of the Fund shall include:

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund (provided that the Fund may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Fund except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- 6) the preliminary expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing shares of the Fund, insofar as the same have not been written off;
- 7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The valuation of assets, liabilities, income and expenses attributed to the Fund will be established using valuation and accounting principles in accordance with the accounting principles mentioned in the Issue Document, including the determination of any loss due to any deterioration in credit quality or due to any defaults with respect to the investments.

The value of such assets shall be determined as follows:

a. Debt instruments not listed or dealt in on any stock exchange or any other Regulated Market will be initially valued at fair value, which is in principle the transaction price to originate or acquire the asset, and subsequently valued at amortized cost less an impairment provision, if any, as the best estimate of fair value. This impairment provision is defined as the amount measured at the initial recognition minus the principal repayments, plus or minus the cumulative amortization of any difference between that initial amount and the maturity amount, and minus any write down for impairment. The Board will use its best endeavours to continually assess the method of calculating any impairment provision and recommend

changes, where necessary, to ensure that such provision will be valued appropriately as determined in good faith by the Board.

b. The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the board of directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

c. The value of assets which are listed or dealt in on any stock exchange is based on the last available price on the stock exchange which is normally the principal market for such assets.

d. The value of assets dealt in on any other Regulated Market is based on the last available price.

e. All other securities and assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the board of directors.

f. In the event that, for any assets, the price as determined pursuant to subparagraph (a), (d) or (e) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith by the board of directors.

The value of all assets and liabilities not expressed in the base currency of a class will be converted into the base currency of such class at rates last quoted by any major bank. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the board of directors.

The board of directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

II. The liabilities of the Fund shall include:

- 1) all loans, securitized or not such as the notes, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Fund (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable expenses (including but not limited to administrative expenses, management fees, including incentive fees -if any-, custodian fees, and corporate agents' fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Fund;
- 5) an appropriate provision for taxes based on capital and income to the Valuation Date as determined from time to time by the Fund, and other reserves (if any) authorized and approved by the board of directors, as well as such amount (if any) as the board of directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund;
- 6) all other liabilities of the Fund of whatsoever kind and nature reflected in accordance with the Fund's accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Fund shall take into account all expenses payable by the Fund which shall comprise but not be limited to fees (investment management fees and performance fees, if any) payable to its Investment Managers, fees and expenses payable to its auditors and accountants, Custodian (as defined hereinafter) and its correspondents, administrative agent and paying agent, any listing agent, domiciliary agent, any distributor(s) and permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Fund, the remuneration of the directors and officers of the Fund and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable traveling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Fund with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses including the costs of preparing, printing, advertising and distributing issue documents, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, the costs for the publication of the issue, conversion, if any, and redemption prices and all other operating expenses, the costs for the publication of the issue and redemption prices, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount payable for yearly or other periods.

III. Allocation of the net asset value between Classes of Shares The net asset value for each class and each tranche of A Shares, B Shares, C Shares and Targeted-C Shares shall be calculated using the following methodology:

1. The assets, liabilities, income and expenses will be established for the Fund using valuation and accounting principles as described above. The balance sheet thus established under the accounting principles mentioned in the Issue Document will then be adjusted such that the net asset value of each tranche of A Shares, B Shares, C Shares and Targeted-C Shares.

2. The total adjusted net asset value of each tranche of A Shares, B Shares, C Shares and Targeted-C Shares will be divided by the respective number of A Shares, B Shares and C Shares and Targeted-C Shares to calculate the net asset value per A Shares, B Shares, C Shares and Targeted-C Shares.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organisation which the board of directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Fund and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this Article:

1) shares of the Fund to be redeemed under Article 9 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the board of directors on the redemption day on which such valuation is made and from such time and until paid by the Fund the price therefore shall be deemed to be a liability of the Fund;

2) shares to be issued by the Fund shall be treated as being in issue as from the time specified by the board of directors on the Valuation Date on which such valuation is made and from such time and until received by the Fund the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Fund;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the base currency of the relevant class shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares; and

4) where on any Valuation Date the Fund has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Fund and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Fund;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Fund and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Fund provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date then its value shall be estimated by the Fund.

Art. 14. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue and Redemption of Shares. With respect to each class of shares, the net asset value per share and the price for the issue, redemption and conversion of shares shall be calculated from time to time by the Fund or any agent appointed thereto by the Fund, at least once a year at a frequency determined by the board of directors, such date being referred to herein as the «Valuation Date».

The Fund may temporarily suspend the determination of the net asset value per share of any particular class and the issue, redemption and conversion of its shares from its shareholders from and to shares of each class:

a) during any period when market or stock exchange which is the principal market or stock exchange on which a substantial portion of the investments of the Fund is listed is closed, other than for ordinary holidays, or during which dealings are considerably restricted or suspended;

b) when for any other exceptional circumstance the prices of any investments owned by the Fund cannot promptly or accurately be ascertained;

c) when the means of communication normally used to calculate the value of assets in the Fund are suspended or when, for any reason whatsoever, the value of an investment in the Fund cannot be calculated with the desired speed and precision;

d) when restrictions on exchange or the transfer of capital prevent the execution of dealings for the Fund or when buying and selling transactions on their behalf cannot be executed at normal exchange rates;

e) when factors which depend, among other things, on the political, economic, military and monetary situation and which evade the control, responsibility and means of action of the Fund, prevent the Fund from having access to its assets and from calculating their net asset values in a normal or reasonable manner;

f) when the board of directors so decides, provided all shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied as soon as an extraordinary general meeting of shareholders of the Fund has been convened for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution of the Fund. Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Fund and shall be notified to the concerned shareholders.

Such suspension as to any class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, conversion and redemption of shares of any other class of shares if the assets within such other class of shares are not affected to the same extent by the same circumstances.

Any request for subscription, conversion or redemption may only be revocable in the event of a suspension of the calculation of the net asset value, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Fund, such application will be dealt with on the first Valuation Date, as determined for each class of shares, following the end of the period of suspension.”

Second resolution

The Meeting approved the amendment of article 27 “Payment Waterfall” under “Title IV “General Meetings - Accounting Year - Distributions” which shall henceforth read as follows:

“ Art. 27. Payment waterfall. Income waterfall

For each valuation date, after paying the direct operating expenses, the investment management fees, the interest and fees on Debt Instruments, and without taking into account the losses and/or the gains attributable to the Shares as described under Article 6 “Share Capital - Classes of Shares and Debt Instruments”, the year-to-date net investment income of the Fund (including for the avoidance of doubt the year-to-date investment income generated by the Target Investments) will be allocated in the following order of priority:

1. Allocation of the year-to-date target dividends for the A Shares, pro-rata to the dividends for each tranche of A Shares;
2. Allocation of the year-to-date target dividends for the B Shares, pro-rata to the dividends for each tranche of B Shares;
3. Allocation of the fixed target return or the floating rate target return, capitalised, for the Targeted C-Shares and C Shares pro-rata to the net asset value of each such respective class of shares;

4. The incentive bonuses of the Investment Managers subject to pre-defined parameters;

5. Complementary dividends for the A Shares and B Shares, pro-rata to each respective tranche issued multiplied by a weighting factor (A Shares weighting factor = 1; B Shares weighting factor = 1).

The losses and/or gains attributable to the Shares as described under Article 6 “Share Capital and Debt Instruments” are allocated after the above income waterfall.

In case the year-to-date net investment income of the Fund is negative, such negative income will be allocated in the following order of priority:

1. Allocation of the negative income to the Targeted-C Shares and to the C Shares pro-rata to the net asset value of each such respective class of shares up to the respective total net asset values of the Targeted-C Shares and of the C Shares;

2. Allocation of the remaining negative income to the B Shares up to the total net asset value of the B Shares;

3. Allocation of the remaining negative income to the A Shares up to the total net asset value of the A Shares;

The net gains in case of a write-back of provisions previously borne by specific tranches of shares are allocated to them in addition to their dividends or capitalised return calculated as per this sub-section (a).

Cash waterfall

Initial use of available cash

The Fund’s available cash (other than cash and other proceeds of any kind received by the Fund in relation to the Target Investments (except for all incomes received thereunder) and to the Targeted-C Shares (the “Target Investments Proceeds”)), will be initially used to pay the direct operating expenses, the investment management fees and the amounts due under the Liquidity Loans.

Satisfaction of the entitlements under the Debt Instruments

Cash (other than the Target Investments Proceeds) remaining available after paying the direct operating expenses, the investment management fees and the amounts due under the Liquidity Loans shall be applied to satisfy interest, fees and principal repayments in relation to the Debt Instruments.

Satisfaction of shareholders’ and other entitlements

Remaining available cash (other than the Target Investments Proceeds) will be applied in the following order and priority, following any compulsory redemptions:

1. Payment of target annual dividends for the A Shares as of December 31;

2. Payment of redemption amounts for the A Shares;

3. Payment of target annual dividends for the B Shares as of December 31;

4. Payment of redemption amounts for the B Shares;

5. Payment of the incentive bonuses of the Investment Managers as of December 31 if applicable;

6. Payment of complementary dividends for A Shares and B Shares as of December 31.

The payment of the annual target and complementary dividends as of December 31 is approved by the General Meeting of Shareholders

Liquidation of the Fund

Upon the liquidation of the Fund, the moneys will be distributed in the following order of priority to the extent of available cash other than the Target Investments Proceeds:

1. Payment of all liabilities related to taxes, Direct Operating Expenses, Investment Management Fees and amounts due under the Liquidity Loans;

2. Payment of the interest and the fees due on the Notes and on the Investor Loans, pro-rata to the interest and the fees due on each tranche of Notes and on each Investor Loan;

3. Payment of the outstanding principal of the Notes and of the Investor Loans;

4. Payment of target dividends for the A Shares, pro-rata to the dividends for each tranche of A Shares;

5. A Shares at their respective net asset value on dissolution (which will include the complementary dividend if any);

6. Payment of target dividends for the B Shares, pro-rata to the dividends for each tranche of B Shares;

7. B Shares at their respective net asset value on dissolution (which will include the complementary dividend, if any);

8. The incentive bonuses of the Investment Managers subject to pre-defined parameters;

9. C Shares at their net asset value on dissolution;

The available Target Investments Proceeds will be distributed to Targeted-C Shares at their net asset value on dissolution.

For any class of shares entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant class or classes of shares.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Fund and kept by it at the disposal of its beneficiary.”

The changes approved by the present Meeting will enter into force on 6 July 2015.

Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the Meeting, the Meeting was closed.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

WHEREUPON the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: G. BECKENE, J. SIEBENALLER, G. KILLEEN, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 9 juillet 2015. 2LAC/2015/15454. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Référence de publication: 2015132035/534.

(150142959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Intec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 190.734.

In the year two thousand and fifteen, on the fourteenth day of July.

Before Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the “Meeting”) of INTEC S.A., a public limited liability company (société anonyme), incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 8, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 190.734 (the “Company” or the “Corporation”).

The Company has been incorporated pursuant to a deed received by the notary Maître Henri HELLINCKX residing in Luxembourg, published in the Mémorial C number 3325 of 10 November 2014.

The Meeting was presided by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing professionally in Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg, appointed as chairman.

The chairman appointed as secretary and scrutineer Miss Marisa GOMES, private employee, residing professionally in Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg.

These individuals constitute the bureau of the Meeting.

Having thus been constituted, the bureau of the Meeting drew up the attendance list, which, after having been signed “ne varietur” by the proxy holder representing any shareholder, by the members of the bureau of the Meeting and the public notary, will remain attached to the present minutes together with any proxy and will be filed together with the present deed, with the registration authorities.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I. All shareholders being present or represented and stating they have been informed of the agenda of the Meeting, waive all convening requirements and formalities of publication as foreseen in article 9 of the Articles of incorporation of the Company.

II. The share capital of the Company is set at EUR 31,000.- (thirty one thousand Euros), represented by 310 (three hundred ten) shares with a par value of EUR 100.- (one hundred Euros) each, which have been fully paid in up.

III. The agenda of the Meeting was the following:

Agenda

1. Restatement of the Company's share capital by the creation of two different classes of shares namely the ordinary shares with voting rights (Class A shares) and the shares without voting rights (Class B shares);

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) so as to bring it from its current amount of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) represented by three hundred and ten (310) Class A shares with a par value of one hundred Euros (EUR 100.-) each to the amount of sixty-two thousand Euros (EUR 62,000.-) by the issue of three hundred and ten (310) Class B shares with a par value of one hundred euros (EUR 100.-) each, this capital increase occurring by a contribution in cash;

3. Amendment of article 3 of the articles of incorporation;
4. Introduction of new article 4 of the articles of incorporation;
5. Introduction of new article 5 of the articles of incorporation;
6. Full restatement of the Company's articles of incorporation;
7. Any other business.

IV. The Meeting, on the basis of the agenda, took the following resolutions:

First resolution

The Sole shareholder resolved to restate the Company's share capital by creating two different classes of shares namely the ordinary shares with voting rights (Class A shares) and the shares without voting rights (Class B shares).

The Class A Shares are ordinary shares carrying voting rights. The Class B Shares are nonvoting shares (as defined in article 44 of the law on Commercial Companies of 10 August 1915, as amended (the "Law")). Holders of Class B Shares shall however have voting rights in the circumstances provided for below, in accordance with the Law.

The Class B Shares will carry one vote per Class B Share and vote with the Class A Shares at all meetings of shareholders of the Company when, despite the existence of available statutory profits, the Preferred Amount (as defined below) has not been declared and paid for a period of two successive financial years. The Class B Shares will continue to carry such voting rights until all arrears of Preferred Amounts have been paid in full. In addition, holders of non-voting preference shares will have one vote per Class B Share and will vote with the Class A Shares on any resolution addressing (i) any issue of new non-voting preference shares (other than within the limits of the authorised capital, if any), (ii) a change in the Preferred Amount, (iii) the conversion of Class B Shares into voting shares, (iv) a reduction in the capital of the Company, (v) a change in the corporate purpose of the Company, (vi) an issue of debt securities convertible into non-voting preference shares or voting shares, (vii) a liquidation of the Company before its term or (viii) a conversion of the Company from one legal form of business organisation under Luxembourg law to another.

Furthermore, the board of directors is authorised to issue additional Class A or Class B shares of par value a par value of ONE HUNDRED EURO (EUR 100.-) each to the value of up to ONE MILLION EURO (EUR 1,000,000.-). However, in accordance with article 44 paragraph 1 of the Law, Class B shares cannot represent more than 50% of the share capital. If the condition of maximum 50% of Class B shares issued ceases to be fulfilled, Class B shares will ipso jure carry one vote per Class B share and vote with Class A shares at all meetings of shareholders of the Company.

Second resolution

Sole shareholder resolved to increase the Company's share capital by an amount of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) so as to bring it from its current amount of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) represented by three hundred and ten (310) Class A shares with a par value of one hundred Euros (EUR 100.-) each to the amount of sixty-two thousand Euros (EUR 62,000.-) by the issue of three hundred and ten (310) Class B shares with a par value of one hundred euros (EUR 100.-) each; this capital increase occurring by a contribution in cash.

Subscription and payment

Three hundred and ten (310) Class B shares have been subscribed for by JHRE ENERGY LIMITED, having its registered office at 9 Lampousas, 1095, Nicosia, Cyprus, registered with the Registrar of Companies and Official Receiver under number 343988, here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal, here annexed, and fully paid up by a contribution in cash by an amount thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-), which is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, it is resolved to amend article 3 of the Company's articles of incorporation so as to be read as follows:

« **Art. 3.** The corporate capital is fixed at sixty-two thousand Euros (EUR 62,000.-) divided into:

- 1) three hundred and ten (310) Class A shares with a par value of EUR 100 (one hundred Euro) each;
- 2) three hundred and ten (310) Class B shares with a par value of EUR 100 (one hundred Euro) each;

The shares shall be in registered form only.

The Class A Shares are ordinary shares carrying voting rights. Each Class A share gives right to one vote. The Class B Shares are non-voting shares (as defined in article 44 of the law on Commercial Companies of 10 August 1915, as amended

(the “Law”). Holders of Class B Shares shall however have voting rights in the circumstances provided for below, in accordance with the Law.

The Class B Shares will carry one vote per Class B Share and vote with the Class A Shares at all meetings of shareholders of the corporation when, despite the existence of available statutory profits, the Preferred Amount (as defined below) has not been declared and paid for a period of two successive financial years. The Class B Shares will continue to carry such voting rights until all arrears of Preferred Amounts have been paid in full. In addition, holders of non-voting preference shares will have one vote per Class B Share and will vote with the Class A Shares on any resolution addressing (i) any issue of new non-voting preference shares (other than within the limits of the authorised capital, if any), (ii) a change in the Preferred Amount, (iii) the conversion of Class B Shares into voting shares, (iv) a reduction in the capital of the corporation, (v) a change in the corporate purpose of the corporation, (vi) an issue of debt securities convertible into non-voting preference shares or voting shares, (vii) a liquidation of the corporation before its term or (viii) a conversion of the corporation from one legal form of business organisation under Luxembourg law to another.

The corporate share capital may be increased by the board of directors from its present amount up to ONE MILLION EURO (EUR 1,000,000.-) by the creation and issue of additional Class A or Class B shares of a par value of ONE HUNDRED EURO (EUR 100.-) each. However, in accordance with article 44 paragraph 1 of the Law, Class B shares cannot represent more than 50% of the share capital. If the condition of maximum 50% of Class B shares issued ceases to be fulfilled, Class B shares will ipso jure carry one vote per Class B share and vote with Class A shares at all meetings of shareholders of the corporation.

The board of directors is fully authorized and appointed:

- to render effective such increase of capital as a whole at once, by successive portions or by continuous issues of new shares, to be paid up in cash, by contribution in kind, by conversion of shareholders' claims, or following approval of the annual general meeting of shareholders, by incorporation of profits or reserves into capital;
- to determine the place and the date of the issue or of the successive issues, the terms and conditions of subscription and payment of the additional shares.
- to suppress or limit the preferential subscription right of the shareholders with respect to the above issue of supplementary shares against payment in cash or by contribution in kind.

Such authorization is valid for a period of five years starting from the date of publication of the present deed and may be renewed by a general meeting of shareholders with respect to the shares of the authorized capital, which at that time shall not have been issued by the board of directors.

As a consequence of each increase of capital so rendered effective and duly documented in notarial form, the first paragraph of the present article will be amended such as to correspond to the increase so rendered effective; such modification will be documented in notarial form by the board of directors or by any persons appointed for such purposes.

Moreover, the board of directors is authorized to issue convertible bonds in registered or bearer form, with any denomination and payable in any currencies. Any issue of convertible bonds may only be made within the limits of the authorized capital. The board of directors shall determine the nature, the price, the interest rate, the conditions of issue and reimbursement and any other conditions, which may be related to such, bond issue. A ledger of the registered bondholders will be held at the registered office of the corporation.»

Fourth resolution

Subject to the above resolution the general meeting of shareholders resolves to introduce a new article 4 into the articles of incorporation, which shall read as follows:

« **Art. 4.** To the extent that funds or assets are available for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles of Incorporation, the board of directors may propose that such available funds or assets for remittance be distributed in cash or in kind:

- to the Class A shareholders and
- to the Class B shareholders.

The holders of Class B Shares shall receive a preferential and recoverable dividend of 0,1 % of the nominal amount (the «Preferred Amount»), paid on each Class B Share, to be paid annually out of the net profits of the corporation, provided that after payment of such dividend the Class B Shares and Class A Shares shall share equally in all subsequent dividend payments, if any. The General Meeting of Shareholders, upon recommendation of the board of directors, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of.

Any distribution of dividends made by the corporation to the Class B shareholders may either be (i) paid in cash, or (ii) paid in kind in the form of an allocation of additional Class B Shares of the corporation, at the option of each Class B Shareholder concerned. In this case, evaluation of such distribution in kind shall be made on the basis of a valuation report to be established by an auditor («réviseur d'entreprises».)»

The general meeting of shareholders resolves to re-numerate the remaining clauses of the Articles of incorporation as a consequence of the introduction of this new article 4.

Fifth resolution

Subject to the above resolution the general meeting of shareholders resolves to introduce a new article 5 into the articles of incorporation, which shall read as follows:

«The Class B Shares shall have priority on the repayment of the contribution (share capital and share premium, if any) made on the Class B Shares. They shall have no preference on the liquidation surplus.»

The general meeting of shareholders resolves to re-numerate the remaining clauses of the articles of incorporation as a consequence of the introduction of this new article 5.

Sixth resolution

The Meeting resolved subsequently to fully restate the articles of incorporation of the Company, which shall henceforth be read as follows:

« **Art. 1.** There is hereby formed a corporation (société anonyme) under the name of INTEC S.A.

The registered office is established in Luxembourg.

If extraordinary events of a political, economic, or social character, likely to impair normal activity at the registered office or easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the corporation, which notwithstanding such provisional transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg corporation.

The corporation is established for period of ninety-nine years.

Art. 2. The object of the corporation is the taking of participating interests, in whatsoever form, in other, either Luxembourg or foreign companies and the management, control and development of such participating interests.

The corporation may in particular acquire real estate and all types of transferable securities, either by way of contribution, subscription, option, purchase or otherwise, as well as realize them by sale, transfer, exchange or otherwise.

The corporation may also acquire and manage all patents and other rights deriving from these patents or complementary thereto.

The corporation may borrow and grant any assistance, loan, advance or guarantee to companies.

The corporation may do intermediation on the markets.

The corporation may also perform any transactions in real estate and in transferable securities, and may carry on any commercial, industrial and financial activity, which it may deem necessary and useful to the accomplishment of its purposes.

Art. 3. The corporate capital is fixed at sixty-two thousand Euros (EUR 62,000.-) divided into:

- 1) three hundred and ten (310) Class A shares with a par value of EUR 100 (one hundred Euro) each;
- 2) three hundred and ten (310) Class B shares with a par value of EUR 100 (one hundred Euro) each;

The shares shall be in registered form only.

The Class A Shares are ordinary shares carrying voting rights. Each Class A share gives right to one vote. The Class B Shares are non-voting shares (as defined in article 44 of the law on Commercial Companies of 10 August 1915, as amended (the "Law")). Holders of Class B Shares shall however have voting rights in the circumstances provided for below, in accordance with the Law.

The Class B Shares will carry one vote per Class B Share and vote with the Class A Shares at all meetings of shareholders of the corporation when, despite the existence of available statutory profits, the Preferred Amount (as defined below) has not been declared and paid for a period of two successive financial years. The Class B Shares will continue to carry such voting rights until all arrears of Preferred Amounts have been paid in full. In addition, holders of non-voting preference shares will have one vote per Class B Share and will vote with the Class A Shares on any resolution addressing (i) any issue of new non-voting preference shares (other than within the limits of the authorised capital, if any), (ii) a change in the Preferred Amount, (iii) the conversion of Class B Shares into voting shares, (iv) a reduction in the capital of the corporation, (v) a change in the corporate purpose of the corporation, (vi) an issue of debt securities convertible into non-voting preference shares or voting shares, (vii) a liquidation of the corporation before its term or (viii) a conversion of the corporation from one legal form of business organisation under Luxembourg law to another.

The corporate share capital may be increased by the board of directors from its present amount up to ONE MILLION EURO (EUR 1,000,000.-) by the creation and issue of additional Class A or Class B shares of a par value of ONE HUNDRED EURO (EUR 100.-) each. However, in accordance with article 44 paragraph 1 of the Law, Class B shares cannot represent more than 50% of the share capital. If the condition of maximum 50% of Class B shares issued ceases to be fulfilled, Class B shares will ipso jure carry one vote per Class B share and vote with Class A shares at all meetings of shareholders of the corporation.

The board of directors is fully authorized and appointed:

- to render effective such increase of capital as a whole at once, by successive portions or by continuous issues of new shares, to be paid up in cash, by contribution in kind, by conversion of shareholders' claims, or following approval of the annual general meeting of shareholders, by incorporation of profits or reserves into capital;

- to determine the place and the date of the issue or of the successive issues, the terms and conditions of subscription and payment of the additional shares.

- to suppress or limit the preferential subscription right of the shareholders with respect to the above issue of supplementary shares against payment in cash or by contribution in kind.

Such authorization is valid for a period of five years starting from the date of publication of the present deed and may be renewed by a general meeting of shareholders with respect to the shares of the authorized capital, which at that time shall not have been issued by the board of directors.

As a consequence of each increase of capital so rendered effective and duly documented in notarial form, the first paragraph of the present article will be amended such as to correspond to the increase so rendered effective; such modification will be documented in notarial form by the board of directors or by any persons appointed for such purposes.

Moreover, the board of directors is authorized to issue convertible bonds in registered or bearer form, with any denomination and payable in any currencies. Any issue of convertible bonds may only be made within the limits of the authorized capital. The board of directors shall determine the nature, the price, the interest rate, the conditions of issue and reimbursement and any other conditions, which may be related to such, bond issue. A ledger of the registered bondholders will be held at the registered office of the corporation.

Art. 4. To the extent that funds or assets are available for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles of Incorporation, the board of directors may propose that such available funds or assets for remittance be distributed in cash or in kind:

- to the Class A shareholders and
- to the Class B shareholders.

The holders of Class B Shares shall receive a preferential and recoverable dividend of 0,1 % of the nominal amount (the «Preferred Amount»), paid on each Class B Share, to be paid annually out of the net profits of the corporation, provided that after payment of such dividend the Class B Shares and Class A Shares shall share equally in all subsequent dividend payments, if any. The General Meeting of Shareholders, upon recommendation of the board of directors, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of.

Any distribution of dividends made by the corporation to the Class B shareholders may either be (i) paid in cash, or (ii) paid in kind in the form of an allocation of additional Class B Shares of the corporation, at the option of each Class B Shareholder concerned. In this case, evaluation of such distribution in kind shall be made on the basis of a valuation report to be established by an auditor («réviseur d'entreprises»).

Art. 5. The Class B Shares shall have priority on the repayment of the contribution (share capital and share premium, if any) made on the Class B Shares. They shall have no preference on the liquidation surplus.

Art. 6. The corporation shall be managed by a board of directors composed of at least three members, who need not to be shareholders. However, in case the corporation is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the corporation has only one shareholder left, the composition of the board of director may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholder in the corporation.

The directors shall be appointed for a period not exceeding six years and they shall be reeligible; they may be removed at any time.

In the event of a vacant directorship previously appointed by general meeting, the remaining directors as appointed by general meeting have the right to provisionally fill the vacancy, such decision to be ratified by the next general meeting.

Art. 7. The board of directors has full power to perform such acts as shall be necessary or useful to the corporation's object. All matters not expressly reserved to the general meeting by law or by the present Articles of Incorporation are within the competence of the board of directors.

In case the corporation has only one director, such director exercises all the powers granted to the board of directors.

The board of directors shall choose from among its members a chairman; in the absence of the chairman, another director may preside over the meeting.

The board can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented, a proxy between directors, which may be given by letter, telegram or telex, being permitted. In case of emergency, directors may vote by letter, telegram, telex or facsimile.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the corporation.

Resolutions signed by all the directors shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting of the board of directors duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical document stating the terms of the resolution accurately, and may be evidenced by letter, telefax or telex.

Resolutions shall require a majority vote. In case of a tie, the chairman has a casting vote.

According to article 60 of the law on Commercial Companies of 10 August 1915, as amended, the daily management of the corporation as well as the representation of the corporation in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, associate or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be settled by a resolution of the board of directors. The delegation to a member of the board of directors shall entail the obligation for the board of directors to report each year to the ordinary general meeting on the salary, fees and any advantages granted to the delegate. The corporation may also grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

The corporation will be bound by the joint signature of two (2) directors or the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors. In case the board of directors is composed of one (1) member only, the corporation will be bound by the signature of the sole director.

Art. 8. The corporation shall be supervised by one or more auditors, who need not be shareholders; they shall be appointed for a period not exceeding six years and they shall be re-eligible; they may be removed at any time.

Art. 9. The corporation's financial year shall begin on first January and shall end on thirty-first December of the same year.

Art. 10. The annual general meeting shall be held in Luxembourg at the registered office or such other place as indicated in the convening notices on the last Wednesday of June at 10.30 a.m. If said day is a public holiday, the meeting shall be held the next following working day.

Art. 11. Convening notices of all general meetings shall be made in compliance with the legal provisions. If all the shareholders are present or represented and if they declare that they have had knowledge of the agenda submitted to their consideration, the general meeting may take place without previous convening notices.

Every shareholder has the right to vote in person or by proxy, who need not be a shareholder.

Art. 12. The general meeting of shareholders has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation.

It shall determine the appropriation and distribution of net profits.

The board of directors is authorized to pay interim dividends in accordance with the terms prescribed by law.

Art. 13. The Law of August 10, 1915, on Commercial Companies, as amended, shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.»

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified that the conditions provided for in article 26 of the Law, have all been complied with.

There being no further business, the Meeting is closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Pétange (Grand-Duchy of Luxembourg), on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, who is known to the notary by surname, given name, civil status and residence, they signed together with the notary the present deed.

Follows the french version

L'an deux mille quinze, le quatorze juillet.

Par-devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») de INTEC S.A., une société anonyme, constituée et existant selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 8, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 190.734 (la «Société»).

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, numéro 3325 du 10 novembre 2014.

L'Assemblée a été présidée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant professionnellement à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, nommée comme président.

Le président a nommé comme secrétaire et scrutateur Mademoiselle Marisa GOMES, employée privée, demeurant professionnellement à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

Ces personnes constituent le bureau de l'Assemblée.

Ainsi constitué, le bureau de l'Assemblée établit la liste de présence, qui, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire représentant tout actionnaire, les membres du bureau et le notaire instrumentaire restera annexée au présent acte avec les procurations, aux fins d'enregistrement.

Le président a demandé au notaire instrumentant de déclarer que:

I. Tous les actionnaires présents ou représentés et ayant eu connaissance de l'Assemblée, renoncent à toutes conditions et formalités de publication telles que prévu par l'article 9 des statuts de la Société.

II. Le capital social est fixé à EUR 31.000,- (trente et un mille euros), représenté par 310 (trois cents mille) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune, entièrement libérées.

III. L'ordre du jour de l'Assemblée était le suivant:

Ordre du jour

1. Modification du capital social de la Société par la création de deux classes d'actions différentes à savoir des actions ordinaires avec droit de vote (actions catégorie A) et des actions sans droit de vote (actions catégorie B);

2. Augmentation du capital social de la Société à concurrence de trente et un mille Euros (EUR 31.000,-) afin de le porter de son montant actuel de trente et un mille Euros (EUR 31.000,-) représenté par 310 (trois cents mille) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune à un montant de soixante-deux mille Euros (EUR 62.000,-) par la création de trois cent dix (310) actions de catégorie B d'une valeur nominale de un cents d'Euros (EUR 100) chacune, cette augmentation de capital étant caractérisée par un apport en numéraire;

3. Modification de l'article 3 des statuts;

4. Introduction d'un nouveau article 4 des statuts;

5. Introduction d'un nouveau article 5 des statuts;

6. Refonte totale des statuts de la Société;

7. Divers.

IV. Que sur la base de l'ordre du jour, l'Assemblée, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique, a décidé de modifier le capital social de la Société par la création de deux classes d'actions différentes à savoir des actions ordinaires avec droit de vote (actions de catégorie A) et des actions sans droit de vote (actions de catégorie B).

Les Actions de Catégorie A sont des actions ordinaires ayant chacune un droit de vote. Les Actions de Catégorie A donne droit à une voix. Les Actions de Catégorie B sont des actions sans droit de vote (telle que définies à l'article 44 de la loi sur les sociétés commerciales («Loi»)). Les détenteurs d'Actions de Catégorie B auront toutefois les droits de vote dans les circonstances ci-dessous, conformément à la Loi.

Les Actions de Catégorie B auront un droit de vote par Action de Catégorie B et de vote par Action de Catégorie A à toutes les assemblées des actionnaires de la Société quand, malgré l'existence de profits statutaires, le montant préférentiel (tel que défini plus bas) n'a pas été déclaré et payé pendant une période de deux années sociales successives. Les Actions de Catégorie B conserveront le droit de vote jusqu'à ce que tous les arriérés du Montant Préférentiel soient payés en intégralité. En plus, les détenteurs d'actions préférentielles sans droit de vote auront un droit de vote par Actions de Catégorie B et voteront avec les Actions de Catégorie A pour toute résolution concernant: (i) toute émission de nouvelles actions préférentielles sans droit de vote /autrement que dans les limites du capital autorisé, le cas échéant), (ii) un changement dans le Montant Préférentiel, (iii) la conversion d'Actions de Catégorie B en action ayant droit de vote, (iv) une réduction du capital social de la Société, (v) un changement dans l'objet social de la Société, (vi) une émission de titre de dette convertible en actions préférentielle sans droit de vote, (vii) une liquidation de la Société ou (viii) une conversion de la Société en d'une forme légale d'organisme d'affaire selon le droit luxembourgeois en une autre forme.

Le capital social de la société pourra être porté par le Conseil d'administration de son montant actuel à UN MILLION D'EUROS (EUR 1.000.000,-) par la création et l'émission d'actions nouvelles additionnelles de la Catégorie A ou de la Catégorie B de CENT EUROS (EUR 100,-) chacune. Toutefois, conformément à l'article 44 paragraphe 1 de la Loi, les actions de la Catégorie B ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social. Si la condition de maximum de 50% de actions de la catégorie B cesse d'être remplie, actions de la Catégorie B porteront une voix par l'actions de la Catégorie B et voteront avec les actions de la Catégorie A aux toute assemblées générales des actionnaires de la Société.

Deuxième résolution

L'associé unique, a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de trente et un mille Euros (EUR 31.000,-) afin de le porter de son montant actuel de trente et un mille Euros (EUR 31.000,-) représenté par 310 (trois cents mille) actions de catégorie A d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune à un montant de soixante-deux mille Euros (EUR 62.000,-) par la création de trois cent dix (310) actions de catégorie B d'une valeur nominale de un cents d'Euros (EUR 100) chacune, cette augmentation de capital étant caractérisée par un apport en numéraire.

Souscription et payment

Trois cent dix (310) actions de catégorie B ont été souscrites par JHRE ENERGY LIMITED, ayant son siège social à 9 Lampousas, 1095, Nicosia, Cyprus, enregistrée au Registrar of Companies and Official Receiver sous le numéro 343988, ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prénommée, agissant en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, ci-annexée et libérées par un apport en numéraire de trente et un mille Euros (EUR 31.000,-), de sorte que ce montant est à la disposition de la Société,, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, il est décidé de modifier l'article 3 des statuts de la Société de sorte qu'il ait la teneur suivante:

« **Art. 3.** Le Capital souscrit de la Société est fixé à 62.000 EUR (soixante-deux mille euros) divisé en:

- 1) 310 Actions de Catégorie A ayant une valeur de 100 EUR (cent euros) chacune, et
- 2) 310 Actions de Catégorie B ayant une valeur de 100 EUR (cent euros) chacune.

Les actions sont nominatives.

Les Actions de Catégorie A sont des actions ordinaires ayant chacune un droit de vote. Les Actions de Catégorie A donne droit à une voix. Les Actions de Catégorie B sont des actions sans droit de vote (telle que définies à l'article 44 de la loi sur les sociétés commerciales («Loi»)). Les détenteurs d'Actions de Catégorie B auront toutefois les droits de vote dans les circonstances ci-dessous, conformément à la Loi.

Les Actions de Catégorie B auront un droit de vote par Action de Catégorie B et de vote par Action de Catégorie A à toutes les assemblées des actionnaires de la Société quand, malgré l'existence de profits statutaires, le montant préférentiel (tel que défini plus bas) n'a pas été déclaré et payé pendant une période de deux années sociales successives. Les Actions de Catégorie B conserveront le droit de vote jusqu'à ce que tous les arriérés du Montant Préférentiel soient payés en intégralité. En plus, les détenteurs d'actions préférentielles sans droit de vote auront un droit de vote par Actions de Catégorie B et voteront avec les Actions de Catégorie A pour toute résolution concernant: (i) toute émission de nouvelles actions préférentielles sans droit de vote /autrement que dans les limites du capital autorisé, le cas échéant), (ii) un changement dans le Montant Préférentiel, (iii) la conversion d'Actions de Catégorie B en action ayant droit de vote, (iv) une réduction du capital social de la Société, (v) un changement dans l'objet social de la Société, (vi) une émission de titre de dette convertible en actions préférentielle sans droit de vote, (vii) une liquidation de la Société ou (viii) une conversion de la Société en d'une forme légale d'organisme d'affaire selon le droit luxembourgeois en une autre forme.

Le capital social de la société pourra être porté par le Conseil d'administration de son montant actuel à UN MILLION D'EUROS (EUR 1.000.000,-) par la création et l'émission d'actions nouvelles additionnelles de la Catégorie A ou de la Catégorie B de CENT EUROS (EUR 100,-) chacune. Toutefois, conformément à l'article 44 paragraphe 1 de la Loi, les actions de la Catégorie B ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social. Si la condition de maximum de 50% de actions de la catégorie B cesse d'être remplie, actions de la Catégorie B porteront une voix par l'actions de la Catégorie B et voteront avec les actions de la Catégorie A aux toute assemblées générales des actionnaires de la Société.

Le Conseil d'administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital en une seule fois ou par tranches successives par émission d'actions nouvelles, à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves de capital;

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles.

- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission ci-dessus mentionnée d'actions supplémentaires contre apports en espèces ou en nature.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le Conseil d'administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

De même, le Conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé. Le Conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait. Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.»

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions ci-dessus, l'assemblée générale des actionnaires décide d'introduire un nouvel article 4 aux Statuts, qui aura la teneur suivante:

« **Art. 4.** Dans la limite de la disponibilité des fonds et actifs au niveau de la Société pour distribution et dans la limite permise par la Loi et par ces Statuts, le Conseil d'Administration pourra proposer de tels fonds ou actifs disponibles pour versement soit distribués en numéraire ou en nature:

- aux actionnaires de Catégorie A, et
- aux actionnaires de Catégorie B

Les détenteurs de Catégorie B recevront un dividende préférentiel et recouvrable de 0.1% du montant nominal (le «Montant Préférentiel»), payé sur chaque Action de Catégorie B, à payer annuellement sur les profits de la Société, à condition que ces paiements de ces dividendes, les Actions de Catégorie B et Actions de Catégorie A partageront équitablement tous les paiements de dividendes subséquents, le cas échéant. L'assemblée générale des actionnaires, sur recommandation du Conseil d'Administration, déterminera comment il sera disposé du restant des profits nets annuels.

Toute distribution de dividendes faite par la Société aux actionnaires de Catégorie B pourront, soit être (i) payée en numéraire, ou (ii) payée en nature en la forme d'une allocation d'Actions de Catégorie B supplémentaires de la Société, en option pour chaque Actionnaire de Catégorie B concerné. Dans ce cas, une évaluation de cette distribution en nature sera faite sur les bases d'un rapport d'évaluation à établir par un réviseur d'entreprises.»

L'assemblée générale des actionnaires décide de re-numéroter les clauses des Statuts restantes en conséquence de l'introduction de ce nouvel article 4.

Cinquième résolution

En conséquence des résolutions ci-dessus, l'assemblée générale des actionnaires décide d'introduire un nouvel article 5 aux Statuts, qui aura la teneur suivante:

«Les Actions de Catégorie B auront priorité sur le remboursement du capital et des primes d'émission effectué sur les Actions de catégorie B. Elles n'auront aucune préférence sur le surplus de la liquidation.»

L'assemblée générale des actionnaires décide de re-numéroter les clauses des Statuts restantes en conséquence de l'introduction de ce nouvel article 5.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide en conséquence de refondre les statuts de la Société, qui auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}** . Il est formé une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination de INTEC S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire de l'intermédiation sur les marchés.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 3. Le Capital souscrit de la Société est fixé à 62.000 EUR (soixante-deux mille euros) divisé en:

- 1) 310 Actions de Catégorie A ayant une valeur de 100 EUR (cent euros) chacune, et
- 2) 310 Actions de Catégorie B ayant une valeur de 100 EUR (cent euros) chacune.

Les actions sont nominatives.

Les Actions de Catégorie A sont des actions ordinaires ayant chacune un droit de vote. Les Actions de Catégorie A donne droit à une voix. Les Actions de Catégorie B sont des actions sans droit de vote (telle que définies à l'article 44 de la loi sur les sociétés commerciales («Loi»)). Les détenteurs d'Actions de Catégorie B auront toutefois les droits de vote dans les circonstances ci-dessous, conformément à la Loi.

Les Actions de Catégorie B auront un droit de vote par Action de Catégorie B et de vote par Action de Catégorie A à toutes les assemblées des actionnaires de la Société quand, malgré l'existence de profits statutaires, le montant préférentiel (tel que défini plus bas) n'a pas été déclaré et payé pendant une période de deux années sociales successives. Les Actions de Catégorie B conserveront le droit de vote jusqu'à ce que tous les arriérés du Montant Préférentiel soient payés en intégralité. En plus, les détenteurs d'actions préférentielles sans droit de vote auront un droit de vote par Actions de Catégorie

B et voteront avec les Actions de Catégorie A pour toute résolution concernant: (i) toute émission de nouvelles actions préférentielles sans droit de vote /autrement que dans les limites du capital autorisé, le cas échéant), (ii) un changement dans le Montant Préférentiel, (iii) la conversion d'Actions de Catégorie B en action ayant droit de vote, (iv) une réduction du capital social de la Société, (v) un changement dans l'objet social de la Société, (vi) une émission de titre de dette convertible en actions préférentielle sans droit de vote, (vii) une liquidation de la Société ou (viii) une conversion de la Société en d'une forme légale d'organisme d'affaire selon le droit luxembourgeois en une autre forme.»

Le capital social de la société pourra être porté par le Conseil d'administration de son montant actuel à UN MILLION D'EUROS (EUR 1.000.000,-) par la création et l'émission d'actions nouvelles additionnelles de la Catégorie A ou de la Catégorie B de CENT EUROS (EUR 100,-) chacune. Toutefois, conformément à l'article 44 paragraphe 1 de la Loi, les actions de la Catégorie B ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social. Si la condition de maximum de 50% de actions de la catégorie B cesse d'être remplie, actions de la Catégorie B porteront une voix par l'actions de la Catégorie B et voteront avec les actions de la Catégorie A aux toute assemblées générales des actionnaires de la Société.

Le Conseil d'administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital en une seule fois ou par tranches successives par émission d'actions nouvelles, à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves de capital;

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles.

- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission ci-dessus mentionnée d'actions supplémentaires contre apports en espèces ou en nature.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le Conseil d'administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

De même, le Conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires convertibles sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations convertibles ne pourra se faire que dans le cadre du capital autorisé. Le Conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait. Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Art. 4. Dans la limite de la disponibilité des fonds et actifs au niveau de la Société pour distribution et dans la limite permise par la Loi et par ces Statuts, le Conseil d'Administration pourra proposer de tels fonds ou actifs disponibles pour versement soit distribués en numéraire ou en nature:

- aux actionnaires de Catégorie A, et
- aux actionnaires de Catégorie B

Les détenteurs de Catégorie B recevront un dividende préférentiel et recouvrable de 0.1% du montant nominal (le «Montant Préférentiel»), payé sur chaque Action de Catégorie B, à payer annuellement sur les profits de la Société, à condition que ces paiements de ces dividendes, les Actions de Catégorie B et Actions de Catégorie A partageront équitablement tous les paiements de dividendes subséquents, le cas échéant. L'assemblée générale des actionnaires, sur recommandation du Conseil d'Administration, déterminera comment il sera disposé du restant des profits nets annuels.

Toute distribution de dividendes faite par la Société aux actionnaires de Catégorie B pourront, soit être (i) payée en numéraire, ou (ii) payée en nature en la forme d'une allocation d'Actions de Catégorie B supplémentaires de la Société, en option pour chaque Actionnaire de Catégorie B concerné. Dans ce cas, une évaluation de cette distribution en nature sera faite sur les bases d'un rapport d'évaluation à établir par un réviseur d'entreprises.

Art. 5. Les Actions de Catégorie B auront priorité sur le remboursement du capital et des primes d'émission effectué sur les Actions de catégorie B. Elles n'auront aucune préférence sur le surplus de la liquidation.

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Le Conseil d'administration devra choisir en son sein un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion sera conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'administration de la Société par voie de vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant son identification. Ces moyens de communication doivent respecter des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à la réunion, dont la délibération devra être retransmise sans interruption. La participation à une réunion par ces moyens est équivalente à une participation en personne à cette réunion. La réunion tenue par l'intermédiaire de tels moyens de communication sera réputée tenue au siège social de la Société.

Le Conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

Art. 8. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 9. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de la même année.

Art. 10. L'assemblée générale annuelle se réunit le dernier mercredi du mois de juin à 10.30 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 11. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Art. 12. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 13. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié que les conditions prévues par l'article 26 de la Loi ont été observées.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui parle et comprend l'anglais, déclare par la présente que sur demande des parties comparantes, le présent document a été établi en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes parties comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange (Grand-Duché du Luxembourg), date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, lesdits comparants ont signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Gomes, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 20 juillet 2015. Relation: EAC/2015/17061. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015131906/593.

(150142693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Logistis Luxembourg Feeder S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 140.269.

In the year two thousand and fifteen, on the eighth day of July,
Before us, Maître Joëlle BADEN, notary residing in Luxembourg,

THERE APPEARED:

Flora Gibert, notary clerk, residing in Luxembourg, acting as the representative of the board of directors of Logistis Luxembourg Feeder S.A., a public limited liability company (“société anonyme”), having its registered office at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 140.269, (the “Company”),

Duly authorised to represent the Company pursuant to the power granted in the minutes of the board of directors of the Company dated 25 June 2015 (the “Minutes”).

A copy of the Minutes, initialled *ne varietur* by the appearer and the notary, will remain attached to present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Company was incorporated on 27 June 2008 by a notarial deed drawn up by Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, and whose articles of incorporation (the “Articles”) were published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial C”) number 1932, page 92715 on 7 August 2008. The Articles have been amended for the last time pursuant to a notarial deed dated 20 May 2015 drawn up by Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg not yet published in the Mémorial C.

The appearing person has required the undersigned notary to state her declarations as follows:

1) Pursuant to article 6 of the Articles, the subscribed capital of the Company is presently set one million one hundred eighty-one thousand one hundred six Euros (1,181,106 EUR), divided into one million one hundred eighty-one thousand one hundred five (1,181,105) class A shares (the “Class A shares”), and one (1) class B shares (the “Class B Shares”), with a par value of one Euro (EUR 1.-), fully paid up (by 100%).

2) Pursuant to article 7.1. of the Articles, the Company has an unissued but authorised share capital of a maximum amount of four million eight hundred fifty-one thousand five hundred thirty-six Euros (EUR 4,851,536) to be used in order to issue new Class A Shares and/or Class B Shares or to increase the nominal value of the Class A Shares and/or Class B Shares.

The Sole purpose of the authorised capital is to allow the issue of new Class A Shares and/or Class B Shares or the increase of the nominal value of the existing Class A Shares and/or Class B Shares in exchange of contribution in cash made by the existing or future shareholders of the Company in execution of the capital calls made by the Board of Directors in compliance with any agreement possibly entered into, from time to time between, amongst others, the Company’s shareholders and the Company (a “Shareholders’ Agreement”).

Within the limit of the authorised share capital, the Company’s share capital may be increased, from time to time, at the initiative of the Board of Directors, with or without an issue premium, in accordance with the terms and conditions set out below by creating and issuing new Class A Shares and/or Class B Shares, it being understood that:

- the Class A Shares and/or Class B Shares may be subscribed in accordance with the terms and conditions fixed by the Board of Directors within the strict limits stated in any Shareholders’ Agreement;

- the Board of Directors may also determine the date of issue and the number of Class A Shares and/or Class B Shares having to be eventually subscribed and issued;

- the Board of Directors is especially authorised to issue such new Class A Shares and/or Class B Shares without reserving (i.e. by cancelling or limiting) for the existing shareholders of the Company the preferential right to subscribe for and to purchase the new Class A Shares and/or Class B Shares;

- the rights attached to the new Class A Shares and/or Class B Shares will be strictly similar to the rights attached to the existing Class A Shares and/or Class B Shares;

- the authorisation will expire on the fifth anniversary of the date of the resolutions of the Company’s shareholder enacted on 21 July 2014, but at the end of such period a new period of authorisation may be approved by resolution of the general meeting of shareholders of the Company.

The Board of Directors is authorised to do all things necessary to amend article 6 of the Articles in order to record the change of the share capital following an increase pursuant to article 7 of the Articles; the Board of Directors is empowered

to take or authorise the actions required for the execution and publication of such amendment in accordance with the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended. Furthermore, the Board of Directors may delegate to the Chairman of the Board of Directors (the "Chairman") or any director of the Company or to any other duly authorised person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for Class A Shares and/or Class B Shares representing part or all of such increased amounts of capital.

Finally, an increase of the Company's share capital decided by the Board of Directors within the limitations of the authorised share capital may be subscribed for, and Class A Shares and/or Class B Shares may be issued with, or without issue premium and paid up by contribution in kind or cash or by incorporation of claims in any other way to be determined by the Board of Directors.

3) By resolutions dated 25 June 2015, the Board of Directors has resolved to approve the issuance of seventeen thousand seven hundred twenty (17,720) New Class A Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) (the "New Class A Shares"), by cancelling the preferential subscription rights of the existing shareholders, pursuant to article 7.4.3. of the Articles, so as to increase the share capital of the Company by a total amount of seventeen thousand seven hundred twenty Euros (EUR 17,720) so as to raise it from its amount of one million one hundred eighty-one thousand one hundred six Euros (1,181,106 EUR) to one million one hundred ninety-eight thousand eight hundred twenty-six Euros (1,198,826 EUR), together with the payment of a share premium of a total amount eight hundred twenty-one thousand thirteen Euros and twenty-nine Cents (EUR 821,013.29).

The New Shares have been subscribed and fully paid by Union Investment Luxembourg SA (acting in its own name but on behalf of VPV Target FCP-FIS), Allianz Benelux N.V, Eurler Hermes S.A, Eurler Hermes Reinsurance AG, APG Strategic Real Estate Pool N.V, FFDC WL S.à.r.l, MUFG Fund Services (Cayman) Limited (as trustee of The Logistic Unit Trust), PGGM Private Real Estate Holding BV, and Henderson Indirect Property Fund (Europe) Management S.à.r.l (acting in its own name but on behalf of Henderson Indirect Property Fund (Europe) A), as indicated in the Minutes and the capital increase and issuance of New Shares took place on 26 June 2015.

4) As a consequence of the above mentioned capital increase, as of 26th June 2015, the subscribed share capital of the Company amounts to one million one hundred ninety-eight thousand eight hundred twenty-six Euros (1,198,826 EUR).

Therefore article 6 of the Articles is amended accordingly and now reads as follows:

" **6.1.** The subscribed capital is set at one million one hundred ninetyeight thousand eight hundred twenty-six Euros (1,198,826 EUR), divided into one million one hundred eighty-one thousand one hundred five (1,198,825) class A shares (the "Class A shares"), and one (1) class B shares (the "Class B Shares"), with a par value of one Euro (EUR 1.-), each fully paid up (by 100%)."

5) Furthermore, consequently to the above mentioned capital increase within the framework of the authorized capital clause, the amount of the authorized share capital as set out in Article 7.1. of the Articles has been decreased to four million eight hundred thirty-three thousand eight hundred sixteen Euros (EUR 4,833,816) so that the first paragraph of Article 7.1. of the Articles is amended accordingly and now reads as follows:

" **7.1.** The Company has an un-issued but authorized share capital of a maximum amount of to four million eight hundred thirty-three thousand eight hundred sixteen Euros (EUR 4,833,816) to be used in order to issue new Class A Shares and/or Class B shares or to increase the nominal value of the Class A Shares and/or Class B Shares."

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present stated increase of capital, are estimated at approximately five thousand Euros (EUR 5,000.-).

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

En l'an deux mille quinze, le huit juillet.

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Flora Gibert, employée, résidant professionnellement à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire du conseil d'administration de Logistis Luxembourg Feeder S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 140.269 (la "Société"),

Dûment autorisée à représenter la Société conformément au pouvoir conféré en vertu des minutes du conseil d'administration de la Société en date du 25 juin 2015 (les «Minutes»).

Une copie des Minutes, signée ne varietur par le mandataire et le notaire, restera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps auprès des autorités d'enregistrement.

La Société a été constituée suivant acte de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem en date du 27 juin 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial C") numéro 1932, page 92715 du 7 août 2008. Ses statuts (les "Statuts") ont été modifiés pour la dernière fois par acte du 20 mai 2015 par devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg non encore publié au Mémorial C.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant de prendre acte de ce qui suit:

1) Conformément à l'article 6 des statuts, le capital souscrit de la Société est fixé à un million cent quatre-vingt-un mille cent six euros (EUR 1.181.106,-) représenté par un million cent quatre-vingt-un mille cent six euros (1.181.105) actions de catégorie A (les "Actions de Catégorie A"), et une (1) action de catégorie B (les "Actions de Catégorie B"), ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune, toutes les actions étant entièrement libérées (à 100%).

2) Conformément à l'article 7.1. des Statuts, la Société a un capital non-émis, mais autorisé d'un montant maximum de quatre millions huit cent cinquante et un mille cinq cent trente-six euros (EUR 4.851.536) qui peut être utilisé pour l'émission de nouvelles Actions de Catégorie A et/ou Actions de Catégorie B pour l'augmentation de la valeur nominale des Actions de Catégorie A et/ou des Actions de Catégorie B.

Le capital autorisé a pour seul objectif de permettre l'émission de nouvelles Actions de Catégorie A et/ou Actions de Catégorie B ou l'augmentation de la valeur nominale des Actions de Catégorie A et/ou Actions de Catégorie B existantes en échange d'apport en argent fait par les actionnaires de la Société actuels et futures en exécution de l'appel en capital fait par le Conseil d'Administration conformément à tout pacte ayant pu être conclu, à tout moment, entre, entre autre, les actionnaires de la Société et la Société (le "Pacte d'Actionnaires").

Dans les limites du capital autorisé, le capital social de la Société peut être augmenté d'un montant, à tout moment, à l'initiative du Conseil d'Administration, avec ou sans prime d'émission, conformément aux termes et conditions définis ci-dessous par la création et l'émission de nouvelles Actions de Catégorie A et/ou Actions de Catégorie B, étant entendu que:

- les Actions de Catégorie A et/ou Actions de Catégorie B pourront être souscrites conformément aux termes et conditions fixés par le Conseil d'Administration dans les limites strictes stipulées dans le Pacte d'Actionnaires;

- le Conseil d'Administration pourra également la date de l'émission et le nombre d'Actions de Catégorie A et/ou Actions de Catégorie B devant finalement être souscrites et émises;

- le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à émettre de telles nouvelles Actions de Catégorie A et/ou Actions de Catégorie B sans réserver (c'est à dire en supprimant ou limitant) les droits préférentiels de souscription et d'achat de nouvelles Actions de Catégorie A et/ou Actions de Catégories B aux actionnaires de la Société existants;

- les droits attachés aux nouvelles Actions de Catégorie A et/ou Actions de Catégorie B seront strictement similaires aux droits attachés aux Actions de Catégorie A et/ou Actions de Catégorie B existantes;et;

- cette autorisation expirera le cinquième anniversaire de la date des résolutions de l'actionnaire de la Société prises le 21 juillet 2014, mais à la fin d'une telle période une nouvelle période d'autorisation peut être approuvée par résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

Le Conseil d'Administration est autorisé à procéder aux modifications nécessaires de l'article 6 des Statuts pour constater le changement de capital social suivant une augmentation conformément à l'article 7 des Statuts; le Conseil d'Administration a le pouvoir d'exécuter ou d'autoriser tout acte requis par la loi nécessaire à l'exécution et à la publication d'une telle modification en conformité avec la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée. En outre, le Conseil d'Administration peut déléguer au président du Conseil d'Administration (le "Président") ou à tout administrateur de la Société ou à toute autre personne dûment autorisée, le pouvoir de recueillir les souscriptions et de recevoir paiement du prix des Actions de Catégorie A et/ou Actions de Catégorie B représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Finalement, une augmentation de capital social de la Société, décidée par le Conseil d'Administration dans les limites du capital social autorisé, peut être souscrite, et les Actions de Catégorie A et/ou Actions de Catégorie B peuvent être émises, avec ou sans prime d'émission et payées par apport en nature, en numéraire ou par incorporation de créances de toute autre manière à déterminer par le Conseil d'Administration.

3) Par des résolutions prises en date du 25 juin 2015, le Conseil d'Administration a décidé d'approuver l'émission de dix sept mille sept vingt (17,720) nouvelles actions de Catégorie A avec une valeur nominale de EUR 1,- chacune (les "Nouvelles Actions"), en annulant les droits préférentiels de souscription des actionnaires actuels, conformément à l'article 7.4.3 des Statuts, de manière à augmenter le capital social de la Société de son montant de un million cent quatre-vingt-un mille cent six euros (EUR 1.181.106,-) à un million cent quatre-vingt-dix-huit mille huit cent vingt-six euros (EUR 1.198.826,-) avec une prime d'émission d'un montant total de huit cent vingt-et-un mille treize euros et vingt-neuf cents (EUR 821.013,29).

Les Nouvelles Actions ont été souscrites et entièrement libérées par Union Investment Luxembourg SA (agissant en son propre nom mais pour VPV Target FCP-FIS), Allianz Benelux N.V., Euler Hermes SA., Euler Hermes Reinsurance AG, APG Strategic Real Estate Pool N.V, FFDC WL S.à r.l, MUFG Fund Services (Cayman) Limited (comme mandataire de The Logistic Unit Trust), PGGM Private Real Estate Holding BV, et Henderson Indirect Property Fund (Europe) Ma-

nagement S.à r.l (agissant en son propre nom mais pour Henderson Indirect Property Fund (Europe) A), tel qu'indiqué dans les Minutes et l'augmentation de capital et l'émission des Nouvelles Actions a eu lieu le 26 juin 2015.

Les documents justificatifs de l'émission et de la souscription des Nouvelles Actions, tel que le certificat de la banque indiquant que les fonds pour la souscription des Nouvelles Actions ont bien été transférés sur le compte bancaire de la Société, ont été montrés au notaire soussigné, qui en prend acte expressément.

4) Suite à l'augmentation du capital social susmentionnée, avec effet au 26 juin 2015, le capital souscrit de la société s'élève à un million cent quatre-vingt-dix-huit mille huit cent vingt-six euros (EUR 1.198.826,-), il s'ensuit que l'article 6 des Statuts est modifié et doit être lu comme suit:

" **6.1.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à un million cent quatre-vingt-dix-huit mille huit cent vingt-six euros (EUR 1.198.826), divisé en un million cent quatre-vingt-dix-huit mille huit cent vingt-cinq (1.198.825) actions de catégorie A (les "Actions de Catégorie A"), et une (1) action de catégorie B (les "Actions de Catégorie B"), (définies dans les présentes comme les "Actions") d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1) chacune, intégralement libérées (à 100%)."

5) De plus, en conséquence de l'augmentation de capital mentionnée ci-dessus intervenue dans le cadre de la clause de capital autorisé, le montant du capital autorisé tel qu'il figure à l'article 7.1 des Statuts a été réduit à quatre millions huit cent cinquante et un mille cinq cent trente-six euros (EUR 4.833.816), de sorte que l'article 7.1 des Statuts est modifié et doit être lu comme suit:

" **7.1.** La Société a un capital non émis mais autorisé d'un montant maximum de quatre millions huit cent trente-trois mille cinq cent seize euros (EUR 4.833.816) à utiliser afin d'émettre de nouvelles Actions de Catégorie A et/ou des Actions de Catégorie B ou d'augmenter la valeur nominale des Actions de Catégorie A et/ou des Actions de Catégorie B."

Frais

Les frais, coûts, rémunérations, et autres charges de quelque nature que ce soit, qui doivent être portés au compte de la Société par suite de cette augmentation de capital, sont estimés à cinq mille Euros (EUR 5.000,-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg à la date mentionnée au début de ce document.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de cette même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite à la comparante, connue du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ladite personne signe avec le notaire le présent acte.

Signé: F. GIBERT et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 13 juillet 2015. 1LAC/2015/21810. Reçu soixante-quinze euros € 75,-

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Référence de publication: 2015132012/202.

(150142729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

ACMO S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 15.517.250,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 140.857.

In the year two thousand and fifteen, on the twentieth day of July.

Before Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

Anchorage Capital Master Offshore, Ltd., an Exempted Company incorporated in the Cayman Islands with limited liability, having its registered office at c/o Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands (the "Sole Shareholder"),

hereby duly represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, with professional address at 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney having been signed "ne varietur" by the power of attorney holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing party is the sole shareholder of "ACMO S.à r.l.", a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-

Duchy of Luxembourg, incorporated by a deed enacted by Maître Martine Schaeffer, notary, on 4 August 2008, published in the “Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations” (“Mémorial”) number 2140 dated 3 Septembre 2008, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 140.857 (the “Company”).

The articles of association of the Company have been lastly amended by a deed enacted by Maître Francis Kessler, then notary residing in Esch-sur-Alzette, on 27 November 2013, published in the Mémorial number 805 dated 28 March 2014.

II.- That the 620,689 (six hundred twenty thousand six hundred and eighty-nine) shares with a nominal value of USD 25 (twenty-five United States Dollars) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Sole Shareholder expressly states having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of USD 25 (twenty-five United States Dollars) so as to raise it from its current amount of USD 15,517,225 (fifteen million five hundred seventeen thousand two hundred twenty-five United States Dollars) to USD 15,517,250 (fifteen million five hundred seventeen thousand two hundred fifty United States Dollars) by the issuance of 1 (one) new share with a nominal value of USD 25 (twenty-five United States Dollars), subject to the payment of a global share premium amounting to USD 4,999,975 (four million nine hundred ninety-nine thousand nine hundred seventy-five United States Dollars), out of which an amount of USD 2 (two United States Dollars) shall be allocated to the legal reserve;

3. Subscription and payment by Anchorage Capital Master Offshore, Ltd. of the new share by way of contribution in cash;

4. New composition of the shareholding of the Company;

5. Amendment of the first paragraph of article 6.1 of the articles of association of the Company in order to reflect such actions; and

6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution:

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting, acknowledges being sufficiently informed on the agenda, considers the meeting to be validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution:

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of USD 25 (twenty-five United States Dollars) so as to raise it from its current amount of USD 15,517,225 (fifteen million five hundred seventeen thousand two hundred twenty-five United States Dollars) to USD 15,517,250 (fifteen million five hundred seventeen thousand two hundred fifty United States Dollars) by the issuance of 1 (one) new share with a nominal value of USD 25 (twenty-five United States Dollars) (the “New Share”), subject to the payment of a global share premium amounting to USD 4,999,975 (four million nine hundred ninety-nine thousand nine hundred seventy-five United States Dollars) payable on the share premium account of the Company (the “Share Premium”) out of which an amount of USD 2 (two United States Dollars) shall be allocated to the legal reserve of the Company, the whole to be fully paid by contribution in cash made by the Sole Shareholder and amounting to USD 5,000,000 (five million United States Dollars) (the “Contribution”).

Third resolution:

It is resolved to accept the subscription and the payment by the Sole Shareholder of the New Share and the Share Premium through the Contribution.

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon intervenes the Sole Shareholder, hereby represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal, and declares to subscribe to the New Share. The issuance of the New Share is also subject to the payment of the Share Premium. The New Share as well as the Share Premium have been fully paid up by the Sole Shareholder through the Contribution.

Evidence of the Contribution's existence

A proof of the Contribution has been given to the Company.

Fourth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the shareholding of the Company is now composed of:

- Anchorage Capital Master Offshore, Ltd.: 620,690 (six hundred twenty-thousand six hundred ninety) shares.

The notary acts that the 620,690 (six hundred twenty-thousand six hundred ninety) shares, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on the resolution to be taken below.

Fifth resolution:

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the Contribution having been fully carried out, it is resolved to amend the first paragraph of article 6.1 of the Company's articles of association so as to read as follows:

“ **6.1. Capital.** The share capital is set at fifteen million five hundred seventeen thousand two hundred fifty US Dollars (USD 15,517,250), represented by six hundred twenty thousand six hundred ninety (620,690) shares in registered form, having a par value of Twenty Five US Dollars (USD 25) each, all subscribed and fully paid-up”.

No other amendment is to be made to this article at this time.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Pétange on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, she signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingtième jour de juillet.

Par-devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Anchorage Capital Master Offshore, Ltd., une société exonérée des Iles Cayman, ayant son siège social à c/o Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Iles Cayman (l'«As-socié Unique»),

ici représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, résidant professionnellement à 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte afin être enregistrée avec celui-ci auprès des autorités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- La partie comparante est l'associé unique de «ACMO S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée par acte notarié dressé par Maître Martine Schaeffer, notaire, le 4 août 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations («Mémorial») numéro 2140 le 3 septembre 2008, et enregistrée auprès du registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 140.857 (la «Société»).

Les statuts de la Société ont été pour la dernière fois modifiés par un acte reçu par Maître Francis Kessler, alors notaire, résidant à Esch-sur-Alzette le 27 novembre 2013, publié au Mémorial numéro 805 en date du 28 mars 2014.

II.- Que les 620.689 (six cent vingt mille six cent quatre-vingt-neuf) parts sociales d'une valeur nominale de 25 USD (vingt-cinq Dollars Américains) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour sur lesquels l'Associé Unique reconnaît expressément avoir été dûment préalablement informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 25 USD (vingt-cinq Dollars Américains) afin de le porter de son montant actuel de 15.517.225 USD (quinze millions cinq cent dix-sept mille deux cent vingt-cinq Dollars Américains) à 15.517.250 USD (quinze millions cinq cent dix-sept mille deux cent cinquante Dollars Américains) par l'émission d'1 (une) nouvelle part sociale d'une valeur nominale de 25 USD (vingt-cinq Dollars Américains), moyennant le paiement d'une prime d'émission totale d'un montant de 4.999.975 USD (quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent soixante-quinze Dollars Américains) dont un montant de 2 USD (deux Dollars Américains) sera alloué aux réserves légales de la Société;

3. Souscription et paiement par Anchorage Capital Master Offshore, Ltd. de la nouvelle part sociale par voie d'apport en numéraire;

4. Nouvelle composition de l'actionnariat de la Société;

5. Modification subséquente du premier paragraphe de l'article 6.1 des statuts de la Société afin de refléter de telles actions; et

6. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à la présente assemblée, reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour, considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et voter sur tous les points figurant à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite lors de cette assemblée a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un délai suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution:

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société, d'un montant de 25 USD (vingt-cinq Dollars Américains) afin de le porter de son montant actuel de 15.517.225 USD (quinze millions cinq cent dix-sept mille deux cent vingt-cinq Dollars Américains) à 15.517.250 USD (quinze millions cinq cent dix-sept mille deux cent cinquante Dollars Américains) par l'émission d'1 (une) nouvelle part sociale d'une valeur nominale de 25 USD (vingt-cinq Dollars Américains) (la "Nouvelle Part Sociale"), moyennant le paiement d'une prime d'émission totale d'un montant de 4.999.975 USD (quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent soixante-quinze Dollars Américains) payable sur le compte de prime d'émission de la Société (la «Prime d'Emission»), dont un montant de 2 USD (deux Dollars Américains) sera alloué aux réserves légales de la Société, le tout devant être entièrement payé par l'apport en numéraire de l'Associé Unique d'un montant de 5.000.000 USD (cinq millions de Dollars Américains) (l'«Apport»).

Troisième résolution:

Il est décidé d'accepter la souscription et le paiement par l'Associé Unique de la Nouvelle Part Sociale et de la Prime d'Emission au moyen de l'Apport.

Intervention - Souscription - Paiement

Intervient ensuite l'Associé Unique, ici représenté par Mme. Sofia Afonso-Da Chao Conde, précitée, en vertu d'une procuration sous seing privé, qui déclare souscrire à la Nouvelle Part Sociale. L'émission de la Nouvelle Part Sociale est aussi sujette au paiement de la Prime d'Emission. La Nouvelle Part Sociale et la Prime d'Emission ont été entièrement libérées par l'Associé Unique par l'Apport.

Preuve de l'existence de l'Apport

Preuve de l'existence de l'Apport a été donnée à la Société.

Quatrième résolution:

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, la participation de la Société est maintenant composée comme suit:

- Anchorage Capital Master Offshore, Ltd.: 620.690 (six cent vingt mille six cent quatre-vingt-dix) parts sociales.

Le notaire acte que les 620.690 (six cent vingt mille six cent quatre-vingt-dix) parts sociales, représentant la totalité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur la résolution à prendre ci-dessous.

Cinquième résolution:

Suite aux déclarations et résolutions et l'Apport ayant été entièrement réalisé, il est décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 6.1 des statuts de la Société comme suit:

« **6.1. Capital.** Le capital social de la Société est fixé à quinze millions cinq cent dix-sept mille deux cent cinquante Dollars Américains (15.517.250 USD), représenté par six cent vingt mille six cent quatre-vingt-dix (620.690) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Dollars Américains (25 USD) chacune, toutes entièrement souscrites et entièrement payées.»

Aucune autre modification ne sera faite à cet article.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est clôturée.

Dont acte, fait et passé à Pétange, à la date figurant au commencement de ce document.

Le document ayant été lu au mandataire de la personne comparante, cette dernière a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent acte qu'à la requête de la personne comparante mentionnée ci-dessus, le présent acte de constitution est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 24 juillet 2015. Relation: EAC/2015/17382. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015131379/187.

(150143082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

Asset Backed-D S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 137.744.

In the year two thousand and fifteen, on the seventeenth day of the month of July.

Before Us, Maître Jacques KESSELER, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an Extraordinary General Meeting of the Shareholders (the Meeting) of ASSET BACKEDD S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) having its registered office at L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer and registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 137 744, incorporated by a deed on 8 April 2008, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - No. 1158 of 13 May 2008 (the Company). The articles of association of the Company were amended for the last time by virtue of a deed of Mr Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg) dated 7 January 2015 and published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - No. 971 of 11 April 2015.

The Meeting was opened at 11 a.m. with Mr. Anthony Braesch, lawyer, residing professionally in Luxembourg, as chairman of the Meeting.

The Chairman appointed as secretary Mrs Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, residing professionally in Pétange.

The Meeting elected as scrutineer Miss Marisa Gomes, private employee, residing professionally in Pétange.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the Meeting is as follows:

1. Dissolution of the Company and beginning of the voluntary liquidation proceedings;
2. Appointment of the liquidator and determination of his powers.

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list signed by the proxies of the represented shareholders and by the bureau of the Meeting will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, signed *ne varietur* by the appearing parties and the undersigned notary will remain annexed to the present deed.

III. That it appears from the attendance list that the thirty-one (31) shares of one thousand Euros (EUR 1,000) each, representing the entire capital of the Company, are present or represented so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been duly informed prior to the Meeting.

After deliberation, the Meeting takes unanimously the following resolutions:

First resolution

The shareholders resolve to dissolve the Company and put the Company into voluntary liquidation with immediate effect.

Second resolution

The shareholders resolve to appoint Mr. Anthony Braesch, lawyer, born on 18 October 1972 in Strasbourg (France) professionally residing at 15, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, to assume the role of liquidator of the Company (the Liquidator).

The Liquidator shall have the broadest powers to carry out any act of administration, management or disposal concerning the Company, whatever the nature or size of the operation.

The liquidator is relieved from the obligation of drawing-up an inventory and may refer to the accounts of the Company.

The liquidator may, under his own responsibility, for special or specific operations, delegate such part of his powers and for such duration as he may deem fit, to one or several representatives.

The shareholders further resolve to empower and authorize the Liquidator to make, in his sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (bonis de liquidation) to the shareholders of the Company.

Finally, the shareholders resolve to approve the remuneration of the Liquidator as agreed among the parties concerned.

Nothing else being on the agenda, the Meeting was closed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above appearing persons, the present deed was worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Pétange, on the day set at the beginning of this deed.

The deed having been read to the Meeting, the members of the board of the Meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with Us, notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le dix-septième jour du mois de juillet.

Par-devant Maître Jacques KESSELER, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire (l'Assemblée) de la société ASSET BACKED-D S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro B 137 744, et constituée suivant acte reçu en date du 8 avril 2008, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C - N° 1158 du 13 mai 2008 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois en date du 7 janvier 2015 en vertu d'un acte de Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains (Grand Duché de Luxembourg), publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - N° 971 du 11 avril 2015.

L'Assemblée est ouverte à 11 heures sous la présidence de Maître Anthony Braesch, avocat à la Cour, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le président élit en tant que secrétaire Madame Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, résidant professionnellement à Pétange.

Mademoiselle Marisa Gomes, employée privée, résidant professionnellement à Pétange, est nommé scrutateur.

Le bureau de l'Assemblée étant dûment constitué, le président déclara et pria le notaire d'acter:

I. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Dissolution de la Société et ouverture de la procédure de liquidation volontaire;
2. Nomination du liquidateur et détermination de ses pouvoirs.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement et les procurations seront conservées au siège social de la Société.

III. Qu'il appert de ladite liste de présence que les trente et une (31) actions de mille Euros (EUR 1,000) chacune représentant l'entière part du capital social de la Société sont présents ou représentés à cette Assemblée quoi peut dès lors valablement voter quant à son ordre du jour, dont les actionnaires ont été dûment informés au préalable.

Après délibérations, l'Assemblée a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

Les actionnaires décident la dissolution de la Société et sa mise en liquidation volontaire avec effet immédiat.

Deuxième résolution

Les actionnaires décident de nommer Monsieur Anthony Braesch, avocat à la Cour, né à Strasbourg (France) le 18 octobre 1972, et résidant professionnellement au 15, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, comme liquidateur (le Liquidateur).

Le Liquidateur aura, dans l'exercice de ses fonctions, les pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration, de gestion et de disposition concernant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations en question.

Le Liquidateur est dispensé de son obligation de devoir dresser un inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

Le Liquidateur peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il déterminera et pour la durée qu'il fixera.

L'Assemblée décide en outre d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion, à verser des acomptes sur le boni de liquidation aux actionnaires de la Société.

L'Assemblée décide finalement d'approuver la rémunération du Liquidateur telle que convenue entre les parties concernées.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'Assemblée a été clôturée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de personnes comparantes le présent acte est rédigé en anglais et suivi d'une version française. A la requête des mêmes personnes, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Pétange.

Et après lecture faite à l'Assemblée, les membres du bureau de l'Assemblée, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Braesch, Conde, Gomes, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 20 juillet 2015. Relation: EAC/2015/17041. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015131359/111.

(150142863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

04 Igor.Nance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7217 Bereldange, 71, rue de Bridel.

R.C.S. Luxembourg B 183.590.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PINHEIRO Samantha.

Référence de publication: 2015080072/10.

(150091450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Five Arrows Secondary Opportunities III Soparfi SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 174.439.

In the year two thousand and fifteen, on the third day of July.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

1) Five Arrows Managers, a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 1, Place d'Armes, L-1136 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register, under number B 143.757,

2) Five Arrows Co-Investments Feeder V S.C.A. SICAR, a société d'investissement en capital à risque under the form of a société en commandite par actions incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 1, Place d'Armes, L-1136 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 152.399,

3) Five Arrows Secondary Opportunities III Co-Investments S.C.A., SICAR, a société d'investissement en capital à risque under the form of a société en commandite par actions incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 1, Place d'Armes, L-1136 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 167.385,

4) Five Arrows Secondary Opportunities III FPCI, a fonds professionnel de capital investissement established under the laws of France acting through its management company, Five Arrows Manager SAS, a société par actions simplifiée, incorporated under the laws of France, having its registered office at 23 bis, Avenue Messine, 75008 Paris, France, registered with the Trade and Companies Register of Paris, under number 509 679 189.

here represented by Mr Julien MENGOZZI, Director, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal,

Said power of attorney, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party above mentioned, the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as stated above, have requested the undersigned notary to record the following:

I. The appearing parties are the shareholders (the Shareholders) of Five Arrows Secondary Opportunities III Soparfi SCA, a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) incorporated and organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1, Place d'Armes, L-1136 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 174.439 and having a share capital of three hundred sixty-three thousand nine hundred forty-six euros (EUR 363,946.-) (the Company).

II. The Company has been incorporated pursuant to a deed dated December 18, 2012 of Maître Francis KESSELER, then notary residing in Esch-sur-Alzette, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 522 dated March 2, 2013. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated June 12, 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

III. The Shareholders hold all the shares in the share capital of the Company and are duly represented at this meeting, which is consequently regularly constituted.

IV. The Shareholders have taken the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolve to reduce the share capital of the Company by an amount of twenty-two thousand fifty-one euros (EUR 22,051.-) in order to bring it from its present amount of three hundred sixty-three thousand nine hundred forty-six euros (EUR 363,946.-) to three hundred forty-one thousand eight hundred ninety-five euros (EUR 341,895.-) by way of the repurchase and immediate cancellation by the Company of an aggregate amount of twenty-two thousand fifty-one (22,051) shares, consisting of twenty-two thousand fifty-one (22,051) class D tracking shares (the Repurchased Shares) for an aggregate repurchase price of twenty-two thousand fifty-one euros (EUR 22,051.-) (the Repurchase Price).

The Shareholders resolve that the Company shall remain indebted to its Shareholders for the Repurchase Price.

Second resolution

As a consequence of the above share capital decrease, the Shareholders resolve to amend article 5.1 of the Articles, which shall henceforth read as follows:

“ **5.1.** The share capital is set at three hundred forty-one thousand eight hundred ninety-five euros (EUR 341,895.-), represented by one (1) management share (the Management Share), thirty thousand nine hundred ninety-nine (30,999) ordinary shares (the Ordinary Shares), forty-eight thousand three hundred forty five (48,345) class A tracking shares (the Tracking Shares A), thirty-one thousand four hundred twenty (31,420) class B tracking shares (the Tracking Shares B), one hundred forty-one thousand ninety-eight (141,098) class C tracking shares (the Tracking Shares C), sixty-five thousand five hundred fifty-one (65,551) class D tracking shares (the Tracking Shares D), twenty-four thousand four hundred eighty-one (24,481) class E tracking shares (the Tracking Shares E) and collectively with the Tracking Shares A, the Tracking Shares B, the Tracking Shares C, the Tracking Shares D and the Tracking Shares E (the Tracking Shares), all in registered form, having a nominal value of one euro (EUR 1) each.

The Management Share, the Ordinary Shares and the Tracking Shares are collectively referred to as the Shares and individually as a Share.”

Third resolution

The Shareholders resolve to amend the shareholders' register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company to proceed on behalf of the Company to the registration of the cancellation of the Repurchased Shares in the shareholders' register of the Company and to do any formalities in connection therewith (including for the avoidance of any doubts the filing and publication of documents with relevant Luxembourg authorities).

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with this deed are estimated at approximately one thousand euros (EUR 1,000.-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing parties, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing parties, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing parties have signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trois juillet.

Pardevant Nous, Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1) Five Arrows Managers, une société anonyme régie par les lois de Luxembourg, avec siège social au 1, Place d'Armes, L-1136 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 143.757,

2) Five Arrows Co-Investments Feeder V S.C.A. SICAR, une société d'investissement en capital à risque constituée sous la forme d'une société en commandite par actions régie par les lois de Luxembourg, avec siège social au 1, Place d'Armes, L-1136 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.399,

3) Five Arrows Secondary Opportunities III Co-Investments S.C.A., SICAR, une société d'investissement en capital à risque constituée sous la forme d'une société en commandite par actions régie par les lois de Luxembourg, avec siège social au 1, Place d'Armes, L-1136 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg B 167.385,

4) Five Arrows Secondary Opportunities III FPCI, un fonds professionnel de capital investissement de droit français agissant via sa société de gestion, Five Arrows Manager SAS, une société par actions simplifiée, constituée sous le droit français, ayant son siège social au 23 bis, Avenue Messine, 75008 Paris, France, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 509 679 189,

ici représentée par Monsieur Julien MENGOZZI, Administrateur de sociétés, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée et validée par le mandataire de la partie comparante susmentionnée, les parties comparantes et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour le besoin de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Les parties comparantes sont les actionnaires (les Actionnaires) de Five Arrows Secondary Opportunities III Soparfi SCA, une société en commandite par actions constituée et organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 1, Place d'Armes, L-1136 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174.439 et disposant d'un capital social de trois cent soixante-trois mille neuf cent quarante-six euros (363.946,- EUR) (la Société).

II. La Société a été constituée suivant acte reçu en date du 18 décembre 2012 par Maître Francis KESSELER, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 522 du 2 mars 2013. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte du notaire soussigné daté du 12 juin 2015, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

III. Les Actionnaires détiennent toutes les actions représentatives du capital social de la Société et sont dûment représentés à la présente assemblée, qui est par conséquent valablement constituée.

IV. Les Actionnaires ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Actionnaires décident de diminuer le capital social de la Société par un montant de vingt-deux mille cinquante et un euros (22.051,- EUR) afin de le ramener de son montant actuel de trois cent soixante-trois mille neuf cent quarante-six euros (363.946,- EUR), à trois cent quarante et un mille huit cent quatre-vingt-quinze euros (341.895,- EUR) par voie de rachat et d'annulation immédiate par la Société d'un montant total de vingt-deux mille cinquante et une (22.051) actions, consistant en vingt-deux mille cinquante et une (22.051) actions de classe D (les Actions Rachetées) pour un prix de rachat total de vingt-deux mille cinquante et un euros (22.051,- EUR) (le Prix de Rachat).

Les Actionnaires décident que la Société restera redevable envers les Actionnaires quant au Prix de Rachat.

Deuxième résolution

En conséquence de la diminution de capital social ci-dessus, les Actionnaires décident de modifier l'article 5.1 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à trois cent quarante et un mille huit cent quatre-vingt-quinze euros (341.895,- EUR), représenté par une (1) action de commandité (les Actions de Commandité), trente mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (30.999) actions ordinaires (les Actions Ordinaires), quarante-huit mille trois cent quarante-cinq (48.345) actions traçantes de classe A (les Actions Traçantes A), trente et un mille quatre cent vingt (31.420) actions traçantes de classe B (les Actions Traçantes B), cent quarante et un mille quatre-vingt-dix-huit (141.098) actions traçantes de classe C (les Actions Traçantes C), soixante-cinq mille cinq cent cinquante et une (65.551) actions traçantes de classe D (Actions Traçantes D), vingt-quatre mille quatre cent quatre-vingt-une (24.481) actions traçantes de classe E (les Actions Traçantes E) ensemble avec les Actions Traçantes A, les Actions Traçantes B, les Actions Traçantes C, les Actions Traçantes D, les Actions Traçantes E (les Actions Traçantes), toutes sous forme nominative et ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1) chacune.

L'/les Action(s) de Commandité, les Actions Ordinaires et les Actions Traçantes sont collectivement désignées les Actions et individuellement une Action».

Troisième résolution

Les Actionnaires décident de modifier le registre des Actionnaires de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout administrateur de la Société pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription de l'annulation des Actions Rachetées dans le registre des Actionnaires de la Société et d'effectuer toutes formalités y relatives (en ce compris, afin d'éviter toute confusion, le dépôt et la publication de documents auprès des autorités luxembourgeoises compétentes).

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en raison du présent acte sont estimés à environ mille euros (1.000,- EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête des parties comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux parties comparantes, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. MENGOZZI, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 9 juillet 2015. 2LAC/2015/15431. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Référence de publication: 2015131702/158.

(150142613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 août 2015.

**Cross Ocean EUR ESS I Lux 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Capula ESS Lux 1 S.à r.l.).**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 177.365.

In the year two thousand and fifteen, on the eighth day of July,

Before Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg,

There appeared:

Capula European Special Situations Fund L.P., an exempted limited partnership incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships under number MC-70819,

represented by its general partner, Capula European Special Situations Fund (GP) L.P., an exempted limited partnership incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships under number MC-70808,

represented by its general partner, Capula European Special Situations Fund (GP) Limited, a limited company incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Registrar of Companies under number MC-274461,

duly represented by Mrs Fouzia Benyahia, lawyer, having her professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 8th July 2015 in Potsdam.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole member of Capula ESS Lux 1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 7, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 177.365, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 2 May 2013, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, number 1620 on 6 July 2013 (hereafter the "Company").

The articles of incorporation were amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on 3 March 2015, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, number 1093 on 27 April 2015.

The appearing party, representing the entire share capital, requested the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1. Amendment of the corporate name of the Company from "Capula ESS Lux 1 S.à r.l." to "Cross Ocean EUR ESS I Lux 1 S.à r.l.";

2. Subsequent amendment of Article 1 of the articles of association of the Company.

The appearing party, representing the entire share capital, took the following resolutions:

First resolution:

The sole member resolves to amend the corporate name of the Company from "Capula ESS Lux 1 S.à r.l." to "Cross Ocean EUR ESS I Lux 1 S.à r.l.".

Second resolution:

As a consequence of the above resolution, the sole member resolves to amend article 1 of the articles of association of the Company which shall henceforth be read as follows:

“The name of the company is “Cross Ocean EUR ESS I Lux 1 S.à r.l.” (the “Company”). The Company is a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the “1915 Law”), and these articles of association.”

There being no further business, the meeting is closed.

WHEREOF, this deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the proxyholder of the appearing person, this deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the same appearing proxyholder of the appearing person and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing party known to the notary, such person signed together with the notary this deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le huitième jour du mois de juillet,

Par devant Maître Joëlle Baden, notaire, résidant à Luxembourg,

A comparu:

Capula European Special Situations Fund L.P., un exempted limited partnership, constitué et existant sous les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social à PO Box 309, Uglan House, Grand Caïman, KY1-1104, Iles Caïmans, immatriculé auprès du Registrar of Exempted Limited Partnerships sous le numéro MC-70819,

représenté par son gérant commandité, Capula European Special Situations Fund (GP) L.P, un exempted limited partnership, constitué et existant sous les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social à PO Box 309, Uglan House, Grand Caïman, KY1-1104, Iles Caïmans, immatriculé auprès du Registrar of Exempted Limited Partnerships sous le numéro MC-70808,

représenté par son gérant commandité, Capula European Special Situations Fund (GP) Limited, une société à responsabilité limitée (limited company), constituée et existant sous les lois des Iles Caïmans, ayant son siège social à PO Box 309, Uglan House, Grand Caïman, KY1-1104, Iles Caïmans, immatriculé auprès du Registrar of Companies sous le numéro MC-274461,

dûment représenté par Madame Fouzia Benyahia, avocat, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 8 juillet 2015 à Potsdam.

Ladite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire du comparant et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le comparant est l'associé unique de Capula ESS Lux 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 7, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177.365, constituée suivant acte du notaire soussigné en date du 2 mai 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1620 du 6 juillet 2013 (ci-après la "Société").

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné en date du 3 mars 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1093 du 27 avril 2015.

Le comparant, représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire soussigné de prendre acte que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Agenda

1. Modification de la dénomination sociale de la Société de «Capula ESS Lux 1 S.à r.l.» à «Cross Ocean EUR ESS I Lux 1 S.à r.l.»;

2. Modification subséquente de l'article 1 des statuts de la Société.

Le comparant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'associé unique décide de changer la dénomination sociale de la Société de «Capula ESS Lux 1 S.à r.l.» à «Cross Ocean EUR ESS I Lux 1 S.à r.l.».

Deuxième résolution:

A la suite de la résolution précédente, l'associé unique décide de modifier l'article 1 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

«La dénomination sociale de la société est «Cross Ocean EUR ESS I Lux 1 S.à r.l.» (la «Société»). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et, en particulier, la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»), ainsi que par les présents statuts.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du mandataire de ce même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. BENYAHIA et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 13 juillet 2015. 1LAC/2015/21838. Reçu soixante-quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Référence de publication: 2015130327/108.

(150141228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2015.

BUDO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8008 Strassen, 130, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 198.911.

— STATUTS

L'an deux mille quinze, le dix-sept juillet.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1.- La société anonyme "DIGITECH S.A.", avec siège social à L-8008 Strassen, 130, route d'Arlon, et
2.- Madame Kahrien LERBS, employée privée, demeurant professionnellement à L-8008 Strassen, 130, route d'Arlon, toutes les deux sont ici représentés par Monsieur Max MAYER, employé privé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu de deux procurations sous seing privé lui délivrées, lesquelles procurations, signées "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquelles comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elles vont constituer entre elles:

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société anonyme sous la dénomination de "BUDO S.A.".

Art. 2. Le siège social est établi dans la Commune de Strassen.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra dans le cadre de son activité accorder notamment hypothèque ou se porter caution réelle d'engagements en faveur de tiers.

La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à trente-trois mille euros (33.000,-EUR), représenté par six cent soixante (660) actions d'une valeur nominale de cinquante euros (50.00,- EUR) chacune.

Art. 6. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi de 1915.

Art. 7. La Société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, s'il est constaté lors d'une assemblée des actionnaires que la Société n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un administrateur jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire. L'administrateur unique, le cas échéant, disposera de l'ensemble des prérogatives dévolues au conseil d'administration par la Loi et par les présents statuts. Lorsque, dans les présents statuts, il est fait référence au conseil d'administration, il y a lieu d'entendre «administrateur unique» ou «conseil d'administration», selon le cas.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 8. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi de 1915 le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopieur ou courrier électronique, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télécopieur ou courrier électronique.

Les réunions du conseil d'administration pourront se tenir également par conférence téléphonique ou par vidéo-conférence.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Il peut leur confier tout ou partie de l'administration courante de la société, de la direction technique ou commerciale de celle-ci.

Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs, ou, en cas d'un administrateur unique, par la signature de ce dernier, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 8 des statuts.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 10. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 1^{er} mercredi du mois de mai à 14.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que, pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

Art. 13. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 14. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2016.

Souscription et libération

Les comparants précités ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

1.- La société anonyme "DIGITECH S.A.", avec siège social à L-8008 Strassen, 130, route d'Arlon, six cent cinquante-neuf actions;	659
2.- Madame Kahrien LERBS, employée privée, demeurant professionnellement à L-8008 Strassen, 130, route d'Arlon, une action;	<u>1</u>
Total: six cent soixante actions,	660

Toutes les actions ont été entièrement libérées en numéraire de sorte que la somme de trente-trois mille euros (33.000,- EUR) est à la disposition de la société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de mille deux cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparantes préqualifiées, représentant l'intégralité du capital social, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3), et celui des commissaires à un (1).

2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

a) Madame Aurélie GERARD, née le 16 novembre 1985 à Bruxelles (Belgique), demeurant professionnellement à L-8008 Strassen, 130, route d'Arlon;

b) Madame Isabelle PLISMY épouse SCHAEFER, employé privé, née à Thionville, (France), le 02 janvier 1968, demeurant professionnellement à L-8008 Strassen, 130, route d'Arlon;

c) Madame Kahrien LERBS, employée privée, née à Arlon, (Belgique), le 26 juillet 1969, demeurant professionnellement à L-8008 Strassen, 130, route d'Arlon.

3.- Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

La société à responsabilité limitée "FIDUCIAIRE INTERCOMMUNAUTAIRE S.à r.l.", avec siège social à L-8008 Strassen, 130, route d'Arlon, (R.C.S. Luxembourg section B numéro 67.480).

4.- Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2021.

5.- L'adresse du siège social est établie à L-8008 Strassen, 130, route d'Arlon

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, es-qualifiés, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 22 juillet 2015. Relation GAC/2015/6283. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015130311/142.

(150141267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2015.

Betsah Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8050 Bertrange, route d'Arlon (Belle Etoile).

R.C.S. Luxembourg B 156.129.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Référence de publication: 2015130298/10.

(150140432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2015.

Betsah Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8050 Bertrange, route d'Arlon (Belle Etoile).

R.C.S. Luxembourg B 156.129.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Référence de publication: 2015130299/10.

(150140434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2015.

Conseils Comptabilité Fiscalité S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 12, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 55.997.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 25 juin 2015 de la société «Conseils Comptabilité Fiscalité S.A.», avec siège social à L-1853 Luxembourg, 24, rue Léon Kauffman, constituée suivant acte notarié du 10 juillet 2012.

Résolutions:

L'assemblée décide:

1. de reconduire le mandat des administrateurs:

a. Caria MACHADO - OLIVEIRA, née le 11 septembre 1975 à Fafe (P) et demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg 12, Rue de Bitbourg

b. Gilles APEL, né le 14 juin 1979 à Luxembourg et demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg 12, Rue de Bitbourg

2. de nommer comme nouvel administrateur, en remplacement de Monsieur René Moris, la société CG COM SARL, avec siège social à L-1273 Luxembourg 12, Rue de Bitbourg RCSLB.170203.

3. de reconduire le mandat du commissaire aux comptes, la société CUBE CONCEPT SA avec siège social à L-1273 Luxembourg 12, Rue de Bitbourg RCSL B.154.561

4. de reconduire aussi les mandats des administrateurs délégués, à savoir:

a. Caria MACHADO - OLIVEIRA, née le 11 septembre 1975 à Fafe (P) et demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg 12, Rue de Bitbourg

b. Gilles APEL, né le 14 juin 1979 à Luxembourg et demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg 12, Rue de Bitbourg,

5. Les pouvoirs de signatures qui avaient été conférés aux deux administrateurs délégués lors de l'assemblée générale extraordinaire du 25 juin 2013 restent en vigueur.

Les mandats des administrateurs, des administrateurs délégués et du commissaire aux comptes expireront lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra 2021

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Carla Machado-Oliveira.

Référence de publication: 2015130349/32.

(150141156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2015.

C.M. Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 117.828.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015130315/10.

(150141036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2015.

Carmel Capital Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 6.958.200,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 104.190.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015130330/12.

(150141534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2015.

CONSULT pro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9711 Clervaux, 80, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 159.376.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

Unterschrift.

Référence de publication: 2015126069/10.

(150138152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

Createam, Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-8050 Bertrange, Tossenbergroute, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 19.099.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 juillet 2015.

Référence de publication: 2015126074/10.

(150137626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.

D.P. S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 81.508.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015126078/10.

(150138513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2015.